

ÉTRANGER

Le Monde • Samedi 5 décembre 1992 • 3

SOMALIE : le vote de l'ONU autorisant une opération militaire d'urgence

La France a décidé d'apporter une « contribution substantielle » à l'opération militaire d'urgence en Somalie, afin « que soit mise fin à la situation intolérable qui prévaut », a annoncé la présidence de la République, jeudi 3 décembre, dans un communiqué. L'Elysée a souligné que cette mission devra être « limitée dans le temps ». Le président François Mitterrand a discuté de la question somalienne, jeudi, au téléphone, avec le président américain George Bush.

La France a, d'autre part, réaffirmé la mobilisation de la communauté internationale, ainsi que des pays de la région et du reste de l'Afrique, « pour la recherche d'un règlement politique en Somalie et la restauration d'un Etat, ce qui passe

par une réconciliation nationale ». L'Elysée a rappelé que l'aide française à la population somalienne « est l'une des plus importantes » (environ 200 millions de francs).

Paris n'avait pas donné d'indications sur sa contribution jeudi soir, mais l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, a indiqué que le contingent français pourrait se monter à 1 700 hommes. Une source autorisée avait parlé un peu plus tôt de 1 500 à 2 000 soldats, prélevés en partie sur le contingent français stationné à Djibouti, le reste venant de France (le Monde du 4 décembre).

Avec des contingents qui pourraient comprendre 28 000 hommes, les Etats-Unis joueraient un

rôle prédominant. D'autres pays, comme le Canada, la Belgique, l'Egypte et des pays africains, ont déjà fait part de leur intention de participer à l'opération. Au cours de conversations téléphoniques avec le président Bush, le roi Hassan II du Maroc et le président du Conseil italien, M. Giuliano Amato, ont fait savoir qu'ils envisageaient une participation de leurs pays. A Londres, le gouvernement a indiqué qu'il apportera son aide, mais sans fournir de contingent. Tokyo a également annoncé un soutien financier.

L'Organisation de la conférence islamique (OCI) a appelé jeudi à l'organisation « d'urgence », sous l'égide des Nations unies, d'une conférence internationale sur la Somalie. Dans

un communiqué publié à Djeddah (Arabie saoudite), les ministres des affaires étrangères des pays de l'OCI ont apporté « leur appui à la convocation d'urgence, sous l'égide des Nations unies, d'une conférence internationale sur la Somalie, proposée par le président sénégalais Abdou Diouf ». Le communiqué n'évoque pas le projet d'intervention internationale sous commandement américain.

A Mogadiscio, où un calme irréal régnait à l'approche du débarquement des marines, les deux principaux chefs de guerre, MM. Ali Mahdi et Mohamed Farah Aidid, ont affirmé être satisfaits de l'arrivée prochaine de la force multinationale.

La résolution 794

Voici les principaux extraits de la résolution 794 adoptée à l'unanimité des quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies :

« Le Conseil de sécurité (...) réaffirme que toutes les parties, tous les mouvements et toutes les factions en Somalie doivent, ainsi qu'il l'a exigé, mettre immédiatement fin aux hostilités, maintenir un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays et coopérer avec le représentant spécial du secrétaire général (de l'ONU) ainsi qu'avec les forces militaires qui doivent être constituées (...) afin de faciliter le processus de distribution des secours, de réconciliation et de règlement politique en Somalie ;

« décide que les opérations et la poursuite du déploiement des 3500 hommes de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM) (1) devraient être laissées à la discrétion du secrétaire général (...) ;

« souscrit à la recommandation faite par le secrétaire gé-

ral dans sa lettre du 29 novembre 1992, selon laquelle des mesures devraient être prises en vertu du chapitre VII de la Charte (des Nations unies) afin d'instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaires en Somalie ;

« se félicite de l'offre d'un Etat membre de la lettre du secrétaire général au Conseil en date du 29 novembre 1992, concernant l'établissement d'une opération en vue de l'instauration de ces conditions de sécurité ;

« se félicite également des offres d'autres Etats membres en vue de participer à cette opération ;

« autorise le secrétaire général et les Etats membres concernés à prendre les dispositions nécessaires aux fins du commandement et de la conduite unifiés des diverses forces ;

« prie le secrétaire général et les Etats membres (...) d'établir les mécanismes appropriés pour assurer la coordination entre l'Organisation des Nations unies et les forces militaires desdits Etats ;

(1) Le déploiement de cette force avait déjà été décidé, en août, par le Conseil, mais seulement 650 hommes (des Pakistanais pour la plupart) ont été envoyés à Mogadiscio ; les autres sont bloqués sur l'aéroport, faute d'un accord des factions tenant la zone.

M. Bush veut achever son mandat sur un coup d'éclat humanitaire

WASHINGTON

de notre correspondant

Désir de terminer son mandat sur un coup d'éclat, effroi devant l'ampleur du désastre provoqué par la famine en Somalie, volonté de donner un peu de réalité à ce « nouvel ordre international » tant vanté à la Maison Blanche ? Sans doute y a-t-il un peu de tout cela derrière la décision du président George Bush de dépêcher plusieurs dizaines de milliers de « marines » dans un pays africain où les intérêts stratégiques et économiques des Etats-Unis ne sont nullement en jeu.

Venant d'un président sortant, à quelques semaines de la retraite et qui, en cette phase de transition, n'est pas censé prendre des décisions d'importance, le geste de M. Bush n'en a pas moins étonné. « Une décision mystérieuse », dont on ne peut expliquer le « pourquoi », n'est encore que le début, écrit M. Jim Hoagland, l'éditorialiste de politique étrangère du Washington Post. Le président devait, précisément, s'en expliquer vendredi 4 décembre après avoir reçu, en fin de matinée, les dirigeants du Congrès, républicains et démocrates.

Maison Blanche. Il reste que M. Clinton risque fort d'hériter d'une situation ambiguë en Somalie.

M. Bush a dû faire une concession importante à l'ONU : c'est le Conseil de sécurité qui décidera de la fin de l'intervention armée. Autrement dit, le contingent américain pourrait se trouver engagé sur place plus longtemps qu'on ne le souhaite à Washington. M. Bush aurait voulu que la mission des troupes américaines soit très précisément fixée : assurer l'acheminement de l'aide alimentaire, organiser des points de distribution solidement défendus, puis les remettre à la disposition d'autres troupes de l'ONU. M. Bush comptait en avoir fini d'ici au 20 janvier, date de la passation du pouvoir à M. Clinton. Rien n'est moins sûr. Le Pentagone parle d'une affaire de plusieurs mois et qui pourrait se prolonger plus encore s'il faut attendre une amorce de règlement politique en Somalie avant de rapatrier les troupes américaines.

M. Berger a fait part de cette crainte tout comme un autre proche de M. Clinton, le sénateur Sam Nunn (Géorgie), possible prochain secrétaire d'Etat, qui s'est inquiété du flou de la mission : les Américains ne veulent pas, a-t-il dit, « d'une présence prolongée d'un important contingent en Somalie ».

Un autre élu démocrate, le représentant John Murtha (Pennsylvanie), a été plus loin, dénonçant une opération trop vaguement définie là où la sécurité des Etats-Unis n'est pas en jeu. C'est, cependant, une voix isolée. Le nouveau Congrès n'est pas encore en session mais la plupart de ses membres qui se sont exprimés, démocrates et républicains, ont chaleureusement appuyé M. Bush.

En principe, M. Bush n'a pas besoin d'une approbation formelle du Congrès. Comme les troupes américaines ne sont pas dépêchées pour une situation de guerre - « des hostilités », - le président n'agit pas dans le domaine couvert par le War Powers Act - la législation sur les pouvoirs de guerre - qui obligerait à obtenir un vote du Congrès dans les soixante jours.

« Historique »

Suite de la première page

Sous le contrôle de l'ONU, elle devra établir les conditions de sécurité nécessaires aux opérations de secours dans ce pays de quelque sept millions d'habitants. Croisant au large des côtes somaliennes, à bord de trois bâtiments de l'US Navy, un premier détachement de 1 800 marines devait débarquer, vendredi, à Mogadiscio, avec pour mission de prendre le contrôle de l'aéroport et d'y installer la logistique nécessaire à la mise en place d'un pont aérien destiné à acheminer le reste des troupes. Sont attendus près de 28 000 soldats américains, appuyés par des contingents venus d'une douzaine d'autres pays (notamment la France, qui devrait dépêcher 1 700 hommes).

de la Charte, comme si un drame humanitaire représentait une menace « pour la paix et la stabilité ». L'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, a assuré que le Conseil venait de « développer une stratégie d'intervention pour faire face aux désordres de l'après-guerre froide ». Autrement dit, un modèle vient d'être établi qui pourrait servir ailleurs.

L'ambassadeur autrichien, M. Peter Hohenfelsner, en a tiré des conclusions logiques, même si elles n'étaient pas - ou pas encore - partagées par les autres Occidentaux : « Je voudrais établir un parallèle évident avec la situation en Bosnie Herzégovine, a-t-il dit. Notre action démontre que nous pouvons mobiliser la volonté politique et les ressources nécessaires pour faire face aux désastres humanitaires. (...) En Bosnie-Herzégovine, le même besoin existe et il ne cesse de croître. » Pour ne pas offusquer certaines sensibilités, notamment aux Etats-Unis, le monde, le texte de la résolution 794 ne mentionne pas expressément le rôle joué par les Etats-Unis dans cette affaire.

« Les désordres de l'après-guerre froide »

Les Etats-Unis escomptent que l'avant-garde de ce corps expéditionnaire devrait suffire à tenir en respect les bandes armées qui sévissent dans la capitale. Le côté massif du déploiement est moins dû au fait que les membres du Conseil redoutent un véritable affrontement qu'à l'importance des secours à mettre en place avant la mi-décembre : hôpitaux, unités de déscontamination et désinfection de l'eau, matériel portuaire et aéroportuaire, etc.

Les quinze membres du Conseil ont eu conscience du précédent ainsi établi. Pour la première fois depuis sa création, l'ONU invoque le chapitre 7 de la Charte - qui prévoit l'emploi de la force - pour intervenir dans les affaires intérieures d'un des Etats membres qui ne l'y a point convié. Le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et les représentants du tiers-monde au Conseil, toujours les plus soupçonnés sur les questions de souveraineté, ont évoqué le « côté unique » de la situation en Somalie : un pays sans gouvernement, où 300 000 personnes sont déjà mortes de faim et 2 millions d'autres menacées. C'est sans doute la première fois que l'ONU est confrontée à un désastre de cette ampleur. Et même la Chine et l'Inde, contrairement à leurs habitudes diplomatiques, ont estimé devoir voter la résolution.

Personne n'ignore que ce précédent-là va compter à l'heure de l'après-guerre froide. M. Boutros-Ghali a parlé d'une « révolution historique ». Le représentant français, M. Jean-Bernard Mérimée, ne s'y est pas trompé, qui a expliqué : « C'est un engagement s'inscrivant dans la ligne du principe de l'accès aux victimes et du droit d'urgence humanitaire dont la France a si souvent évoqué la nécessité. » On n'est pas loin de la référence à un véritable droit d'ingérence humanitaire, appuyé sur le chapitre 7

Un « groupe de liaison »

Le texte dit joliment que « le Conseil se félicite de l'offre d'un Etat membre concernant l'établissement d'une opération pour restaurer des conditions de sécurité en Somalie ». La résolution autorise le secrétaire général et les pays participants à l'opération « à employer tous les moyens nécessaires » pour créer « les conditions de sécurité » indispensables aux secours. Elle autorise enfin le secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires quant au commandement et à la conduite unifiés des diverses forces.

Même convaincus de l'urgence d'agir, nombre de pays n'entendaient pas donner un blanc-seing à Washington. S'ils acceptent l'argument selon lequel le pays qui contribue le plus à la force doit en assurer le commandement, ils ne voulaient pas recréer la situation qui avait prévalu lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, au mois d'août 1990 : une fois votée, la résolution du Conseil autorisant l'usage de la force contre Bagdad, l'opération avait échappé à l'ONU pour devenir une affaire presque exclusivement américaine.

Si le commandement de la force d'intervention en Somalie est donc bien confié aux Etats-Unis, le Conseil a fixé un certain nombre de garde-fous afin que l'ONU exerce un contrôle continu sur l'opération. La résolution parle de « mécanismes appropriés » pour assurer la « coordination » entre l'ONU et la force d'intervention. Une commission ad hoc, composée de membres du Conseil,

va donc s'installer à Mogadiscio pour rédiger des rapports - le premier dans quinze jours - sur les opérations en cours ; il y aura un « groupe de liaison » de l'ONU auprès du commandement américain.

Au grand dam des Etats-Unis, ce dispositif ne la mission de cette force a été laissée dans le vague. La formule sur l'établissement de « conditions de sécurité » nécessaires aux « opérations de secours » peut prêter à diverses interprétations.

Une définition vague

Le président George Bush aurait soulevé un objectif clair : dans une première phase, la force d'intervention protège l'acheminement des vivres, installe des centres de distribution sûrs et, si besoin est, met au pas les factions armées en les forçant à se débarrasser de leurs armes lourdes. Dans une deuxième phase, d'autres contingents de pays membres de l'ONU prennent le relais des troupes américaines, le temps pour les Nations unies d'amorcer un processus de normalisation politique en Somalie. Les formulations de la résolution sont beaucoup plus floues. Le Conseil « prie le secrétaire général de lui présenter un plan » permettant à l'ONUSOM - la petite unité de « casques bleus » déjà sur place - de prendre le relais « dès le retrait du commandement unifié ». Le texte laisse entendre que c'est le Conseil de sécurité qui décidera du passage de la première phase à la seconde. Apparemment, il s'agit donc d'une affaire négociée avec les Etats-Unis, qui auraient préféré rester seuls maîtres de la durée du séjour de leurs troupes.

Beaucoup dépendra des conversations en cours à Addis-Abeba, en Ethiopie, entre les principales factions somaliennes - conversations auxquelles participent un représentant des Etats-Unis, M. Robert Oakley, ancien ambassadeur à Mogadiscio, et un autre des Nations unies, M. Jan Eliasson, secrétaire général adjoint. L'exemple d'une mise sous tutelle de l'ONU, du type de celle appliquée au Cambodge, est souvent cité comme modèle qui pourrait être suivi dans le cas somalien.

La Maison Blanche a salué le vote de la résolution 794. Le président Bush venait de recevoir, pendant deux heures, les principaux chefs militaires, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, et le général Joseph Hoar, chef du Central Command (où il a succédé au général Norman Schwarzkopf), à qui revient la responsabilité de commander l'opération. Sur le terrain, celle-ci sera placée sous les ordres du général Robert Johnson, qui disposera de marines venant, pour la plupart, de Camp Pendleton, en Californie, et de Fort-Drum, dans l'Etat de New-York.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

A LIRE CE MOIS-CI

LES MANUSCRITS DE LA MER MORTE

Qu'y avait-il donc dans les manuscrits de la mer Morte, découverts en 1947, qui ait pu retarder leur publication intégrale jusqu'à aujourd'hui ?

L'HISTOIRE

Guerre de Vendée : le temps des messages
Les premiers écologistes

LA LÉGENDE NOIRE DE J.F. KENNEDY

La brève présidence de J.F. Kennedy est aujourd'hui vivement critiquée par les historiens. Faut-il croire à cette légende noire ?

LE SECRET DES MANUSCRITS DE LA MER MORTE

La légende noire de J.F. Kennedy

N° 161 • DECEMBRE 1992 • EN KIOSQUE • 33 F

AFRIQUE

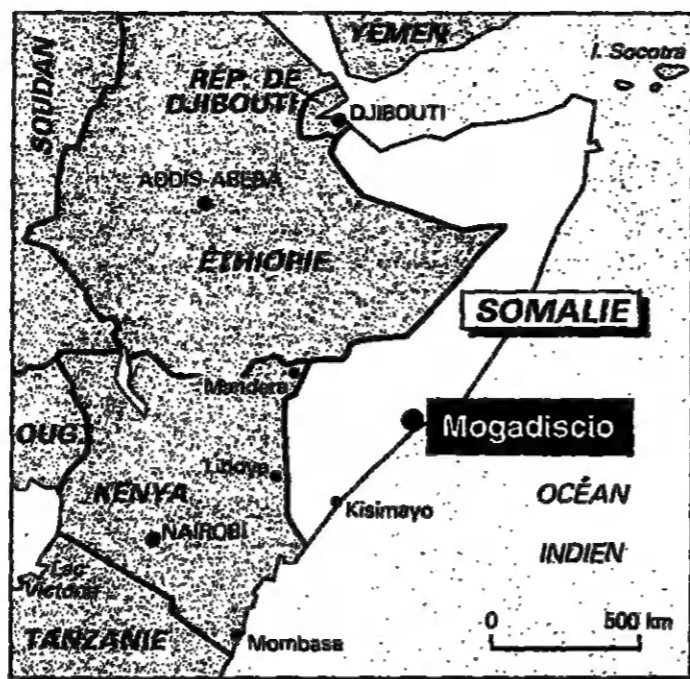
SOMALIE : l'opération militaire d'urgence

Un contingent français sous « contrôle opérationnel »

Une mission militaire française sera en fin de semaine à Washington et à New-York pour préparer, avec le Pentagone et avec l'ONU, les modalités de la participation de la France à l'opération humanitaire en Somalie. Le volume, l'organisation et l'équipement des forces seront déterminés à l'issue de ces entretiens techniques. Mais les états-majors français ont reçu pour consigne de principe d'articuler la participation de leur détachement en Somalie selon les procédures d'usage du « contrôle opérationnel », en vigueur au sein de l'Alliance atlantique.

Plusieurs hypothèses sur le volume des forces engagées sont en cours d'examen à l'état-major français des armées. Le chiffre - de 1 700 hommes - avancé par l'ambassadeur français à l'ONU n'est que l'une des éventualités à l'étude. Le fait que des forces françaises (de l'ordre de 4 300 hommes) soient en garnison permanente à Djibouti, avec l'accord des autorités locales, facilite le travail d'état-major.

Depuis cette base, qui est aux frontières de la Somalie, la France dispose en propre de moyens terrestres, aériens et navals et, surtout, d'un point logistique à partir



duquel elle a un déploiement autonome au sein ou en marge du dispositif multinational. Dans ce cadre, la mission militaire française à Washington et à New-York

devrait se faire préciser les missions et la répartition des objectifs alloués aux différents contingents. Une fois ce travail effectué, la composition du détachement fran-

çais sera davantage précisée. En particulier, il aura été décidé quel type d'opération reviendra au contingent français, étant entendu que celui-ci l'assurera en entier sous « contrôle opérationnel » du commandement américain installé sur place.

Garder la mainmise

Déjà institué au sein de l'OTAN depuis que les unités de la France ont été retirées en 1966-1967 des instances militaires alliées en Europe, le « contrôle opérationnel » est une modalité différente de l'intégration militaire. En effet, une fois la mission définie et acceptée, le contingent français reste sous commandement national, qui sera responsable de la manœuvre - sécurité des forces, distribution humanitaire, appui ou toute autre mission - sur le terrain.

Le « contrôle opérationnel », de ce point de vue, permet à un commandement français détaché sur place de garder la mainmise directe sur des troupes qui ne peuvent être ni fractionnées ni engagées ailleurs que prévu.

J. I.

Islamisme et tribalisme dans la Corne

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

« La poussée islamiste vient de la Somalie, c'est la plus dangereuse », entend-on fréquemment dans les cercles officiels à Addis-Abeba. Les hauts plateaux de l'Éthiopie - cette « forteresse chrétienne » vieille d'au moins deux mille ans - n'en sont pas à leur première alerte. La lutte contre les « infidèles », musulmans ou païens, a été de tout temps un des soucis majeurs du royaume chrétien.

Le djihad islamique mené, à la fin du quinzième siècle, par le redoutable guerrier Ahmed Gragn verra la déroute provisoire de l'armée éthiopienne, contrainte de « lâcher » la région du Choa et même une partie du Tigré, tandis que, sur la côte, les premières colonies turques débarquent à Massawa. C'est de cette même époque que date la lente migration des pasteurs oromos. « Poussant leurs troupeaux devant eux », certains s'installent dans les régions d'Ans, de Bale et du Choa, rappelle l'éthnologue Jacques Bureau (1). « De là, les uns bifurquent vers le Harar, et les autres, vers l'ouest, s'emparent de tout l'espace situé entre l'Abbay et le Gogjeb. En 1627, les Oromos confirment leur venue au sud du Wollo et poussent leur avantage jusqu'à la frontière du Tigré. » Le décor ethnico-religieux est planté. Il n'a pratiquement pas changé en cinq siècles.

Ramifications somaliennes

La lourde venue des dictatures - impériales ou marxistes - qui avait maintenu un semblant d'ordre dans la corne de l'Afrique a basculé dans le chaos au début des années 90. La chute du général Siyad Barré en Somalie puis celle de Mengistu en Éthiopie ont sonné le glas des États forts. La répression féroce menée, pendant deux ou trois décennies, contre les opposants a vidé la région de ses « têtes » politiques. Le réveil a été brutal. Il s'est fait au nom du Coran, des

tribus ou des clans. En Éthiopie, où les musulmans représentent entre 30 à 50 % de la population, la poussée fondamentaliste est surtout perceptible dans les régions frontalières de la Somalie et du Soudan. « L'anarchie qui a prévalu après la chute de Mengistu s'est un peu calmée, mais la réaction islamiste reste ardente », estime un responsable d'une organisation non gouvernementale (ONG).

L'insécurité qui règne dans la région de l'Ogaden explique que, encore aujourd'hui, « la gros de l'aide humanitaire destinée aux victimes de la sécheresse ou de la guerre soit acheminée par avion ». C'est dans cette même région que l'on a commencé à entendre parler « début 1992 » d'une mystérieuse Ogaden Islamic Union, qui aurait, précisa-t-on, « des branches en Somalie, notamment dans la région de Bossaso et d'Hargeisa ».

Selon d'autres sources, une Ethiopian Islamic Union aurait été créée « il y a moins d'un an » dans la région de Gode, dans ce même Sud-Est éthiopien. « C'est elle qui a entraîné les élections régionales de juin dernier et qui mène pour l'instauration d'une République islamique à partir de Bossaso. » Malgré la relative stabilité dont bénéficie le régime tigréen installé à Addis-Abeba, les rumeurs les plus folles n'en continuent pas moins de courir dans la capitale éthiopienne. Cette « internationale intégriste » qui menacerait la corne de l'Afrique aurait ses ramifications en Arabie saoudite, au Soudan, voire en Iran. Toutes ces allégations restent, à ce jour, invérifiables. Le « coup-garou intégriste », pour reprendre la formule ironique d'un journaliste éthiopien, est loin de faire la manchette des journaux éthiopiens, mais demeure présent dans tous les esprits.

CATHERINE SIMON

(1) Éthiopie, un drame impérial et rouge, de Jacques Bureau. Éditions Ramsay, 1987, 135 francs.

M. Bernard Kouchner va assister au déchargement du riz français

Avant de quitter Paris, jeudi 3 décembre au soir, pour la Somalie, M. Bernard Kouchner a examiné que l'opération militaire lancée dans ce pays « réussisse très vite » parce que, « en face il y a des jeunes gens de quatorze ans en possession de mitrailleuses, qui vont s'enfuir en courant », et que « le problème se posera surtout après, quand il faudra se retirer ». Le ministre de la santé et de l'action humanitaire a souhaité que « cet effort [de la communauté internationale] ait lieu ailleurs, et en particulier à Samajera, peut-être sous une autre forme ».

M. Kouchner a rappelé qu'il avait promis de se rendre en Somalie au moment de la collecte de riz organisée dans les écoles françaises, pour vérifier que les dons des enfants arrivaient à leurs destinataires. Les 3 500 tonnes de riz transportées par

le Tadjik ont commencé à être déchargées jeudi, après douze jours d'attente, à El Ma'an, une plage désolée, à 20 kilomètres du port de Mogadiscio où n'avait pu avoir lieu jusqu'alors leur débarquement. Un autre navire français, le *Briantais*, doit apporter dans quelques jours 5 500 tonnes de riz supplémentaires. M. Kouchner a défendu une nouvelle fois l'opération « Riz pour la Somalie » : « S'il n'y avait pas eu ce bateau, ce rapage, tant de journalistes, l'intervention internationale n'aurait pas forcément eu lieu », a-t-il dit.

Dans le communiqué annonçant la participation française à l'opération militaire en Somalie, M. François Mitterrand a indiqué avoir demandé à M. Kouchner d'évaluer la situation sur le terrain et de lui en rendre compte à son retour.

■ ALGÉRIE : assassinat d'un policier. - Un policier en faction a été tué, mercredi 2 décembre, à Debila, près d'El-Oued, dans le sud du pays, lors d'une attaque contre une agence postale menée par un groupe armé qui s'est emparé de 600 000 dinars (140 000 francs). D'autre part, depuis lundi, trois civils ont été assassinés par des inconnus. Un couvre-feu d'une durée indéterminée sera instauré à partir de samedi à Alger et dans six départements limitrophes - y compris celui de Médéa (et non pas cinq comme nous l'avons écrit par erreur dans le *Monde* du 4 décembre). - (AFP)

■ TOGO : reprise du dialogue entre le président Eyadéma et le premier ministre. - Le président Eyadéma et le premier ministre, M. Koffigoh, ont eu un entretien, jeudi 3 décembre, à Lomé, pour tenter de trouver une issue à la crise qui paralyse le fonctionnement des institutions et de l'économie du pays depuis près d'un mois. Les deux hommes, qui ont prévu de se revoir, ont, dans un communiqué conjoint, marqué « leur disponibilité sincère à poursuivre le dialogue » et estimé que « seule la voie pacifique peut sortir le pays de

l'impasse ». Les syndicats et l'opposition en sont à leur dix-huitième jour de grève générale, déclenchée pour obtenir la mise en place d'un gouvernement « équitable » et la proclamation de la neutralité politique de l'armée. - (AFP)

■ ZAÏRE : épreuve de force entre le président Mobutu et le gouvernement. - Les troupes et les blindés qui, jeudi 3 décembre, dans la matinée, avaient encerclé le siège du premier ministre à Kinshasa, se sont retirés dans l'après-midi (le *Monde* du 4 décembre). Au cours de l'entretien téléphonique qu'il a eu avec le président de la Conférence nationale, Mgr Laurent Monsengwo, le président Mobutu a exprimé le « souhait ferme » que le chef de gouvernement, M. Etienne Tshisekedi, présente une nouvelle équipe de « large union nationale » avant la fin des travaux de la Conférence, vendredi. De son côté, le ministre belge des Affaires étrangères, M. Willy Claes, a annoncé, jeudi, au Parlement, que Bruxelles envisageait tous les scénarios possibles, « y compris celui d'une intervention militaire ». - (AFP)

PENDANT

QUE D'AUTRES

COLLENT

DE DROLES

D'ETIQUETTES

SUR LEURS

MICRO-ORDINATEURS,

COMPAQ

COLLE

UNE NOUVELLE

ETIQUETTE

SUR TOUS SES

MICRO-ORDINATEURS.

GARANTIE
3 ANS

Tous les micro-ordinateurs Compaq* vendus à partir du 1^{er} décembre 1992, sont garantis trois ans pièces et main-d'œuvre. Voilà qui est clair. Voilà qui indique qu'après avoir pris position depuis toujours sur l'innovation, puis sur le rapport prix-performance, Compaq prend position sur la garantie longue durée.

Il faut être totalement sûr de ses produits, de leur conception, de leur utilisation quotidienne pour les

garantir ainsi. Compaq comprend très bien que d'autres n'en fassent pas forcément autant: Compaq ne garantirait pas trois ans des micro-ordinateurs qui ne sont pas des Compaq. Voilà qui est également clair.

3616 COMPAQ.

COMPAQ

à suivre.

*figurant au tarif du 09/11/92.

Le Monde ESPACE EUROPEEN

La Suisse hésite à franchir le pas

Le 6 décembre, les électeurs se prononcent sur l'adhésion à l'Espace économique européen. En Romandie, c'est plutôt « oui »

BERNE
de notre correspondant

« **L**a Suisse peut-elle explorer ? » Que la question jusqu'ici taboue soit aussi abruptement posée par l'un des dirigeants du Parti radical, Pascal Couchepin, député du canton du Valais, d'ordinaire plus circonspect, illustre bien le climat révéillé entre Suisses romands et alémaniques par le débat sur l'Espace économique européen (EEE). Sans doute la Confédération helvétique n'est-elle pas la Belgique, tant par son histoire que par les structures de son fédéralisme. Pourtant rarement campagne référendaire aura fait apparaître des différences si profondes de perception entre les deux principales régions linguistiques du pays sur un sujet jugé capital pour son avenir.

Les sondages en témoignent : les francophones (20 % des 6,8 millions d'habitants) se montrent nettement plus favorables à l'EEE que leurs compatriotes de langue allemande. A première vue ces divergences peuvent paraître paradoxales puisque de part et d'autre les mêmes milieux ont pris officiellement position pour le « oui ». Dans la foulée du gouvernement helvétique les principaux partis, la presse quasi unanime, les syndicats, les banques et le patronat se retrouvent dans le même camp avec la bénédiction des Eglises. Les tenants du « non » se limitent à l'Union démocratique du centre (UDC), aux écologistes, à deux formations nationalistes, à l'Union suisse des paysans et à quelques socialistes de gauche. L'UDC de M. Christoph Blocher, le champion du « non », est d'ailleurs elle-même divisée, son représen-

tant au Conseil fédéral M. Adolf Ogi faisant activement campagne pour l'EEE.

L'opposition entre Alémaniques et Romands se manifeste davantage dans les réactions de la population que parmi les responsables politiques. Cette prédisposition des francophones à une plus grande ouverture à l'Europe peut s'expliquer par des liens culturels plus étroits avec la France. Contrairement aux Alémaniques qui se méfient instinctivement de l'Allemagne voisine depuis l'époque du nazisme, les cantons de langue française ne se sont jamais sentis menacés par la France.

Autre explication avancée par Alain Pichard, journaliste à 24 Heures de Lausanne : « Les Romands sont une minorité. Ils en ont l'habitude, ce qui ne les a pas empêchés de se tailler une solide position au sein de la Confédération. Ce qu'ils ont réussi à Berne ils pensent que la Suisse le réussira à Bruxelles. En revanche, les Alémaniques doivent se préparer à un changement de rôle. Jusqu'ici ils ont toujours été majoritaires et maîtres à bord. Tout en jouant sur les Latins un regard de sympathie paternaliste, ils sont nombreux à penser que la Suisse, c'est eux. Pour eux, le pas à franchir, ne s'agit pas de vers l'EEE, est diablement aventureux ».

Un politologue M. Claude Longchamp estime qu'un autre motif influence le référendum sur l'EEE : le chômage de près de 5 % qui frappe la Suisse romande, un taux nettement plus élevé qu'en Suisse alémanique. Selon lui, des études auraient montré qu'à partir d'un certain seuil les gens sont prêts à prendre des risques et à parier sur la nouveauté. Le climat plus favorable à l'EEE en Suisse romande a sans doute aussi été influencé par le



« L'heure de rejoindre les autres ? » (The Economist).

Le rôle actif joué dans le rapprochement avec l'Europe par ses deux représentants au gouvernement helvétique, René Felber, chef du département des affaires étrangères et Jean-Pascal Delamuraz, chef du département de l'économie publique. Tous deux se sont personnellement investis dans la campagne. M. Delamuraz ayant fait plus de quarante interventions publiques depuis septembre. Ce dernier a reproché aux adversaires de l'EEE de « vouloir transformer la Suisse en musée ». « Voter « non » revient à marquer un auto-goal », dit-il, le marché unique des Douze de la CEE et des Sept de l'AELE absorbant 65 % des exportations helvétiques. Les adversaires du traité sur l'EEE rétorquent que la Suisse peut fort bien préserver ses intérêts par des accords bilatéraux.

Considérant que l'EEE « est plus qu'un traité de libre échange », ils font grief au Conseil fédéral d'avoir voulu forcer la main aux Suisses en déposant une demande d'adhésion à la CEE. Ils ne se privent pas non plus d'exploiter les difficultés que rencontre la Communauté pour décourager les électeurs helvétiques. Citant les taux de chômage plus élevés que connaissent les pays voisins, ils en prédisent l'augmentation au plan national alors que les partisans du « oui » prétendent exactement la même chose, pour des raisons opposées.

L'avocat par excellence du « non » en Suisse alémanique, Christoph Blocher s'est hasardé à une seule apparition à Genève, laissant à Martin Chevallaz, fils de l'ancien président de la Confédération Georges-André Chevallaz, le soin de diriger le combat contre l'EEE.

en Suisse française. S'ils sont moins bruyants que dans les régions germanophones, les adversaires du traité sont quand même présents dans les cantons romands où ils ont rallié plusieurs personnalités à leur cause.

Le plus en vue est l'ancien président de la Confédération, Vaudois et radical comme Jean-Pascal Delamuraz, cet historien de formation aime à rappeler que « la Suisse a toujours été en contrepoint ». « Je souhaite, déclare-t-il, que nous restions maîtres de notre destin. On nous a dicté le traité de l'EEE. Un autre chant du « non » en Suisse romande est l'écologiste Franz Weber qui affirme : « La Suisse ne serait plus un pays indépendant, les salaires diminueraient et elle serait encore plus touchée par l'immigration ».

Dans le secret de l'isolat

Si la Suisse romande dans son ensemble paraît acquiesce à l'EEE, des différences sensibles sont perceptibles d'un canton à l'autre. Genève devrait arriver en tête des pro-européens. Plus rural le canton de Vaud se montre sans doute plus réservé. Dans des cantons horlogers et périphériques comme Neuchâtel et le Jura, l'abolition dans cinq ans du statut de frontalier suscite quelques craintes. Longtemps indécis le Valais pourrait pencher en faveur du « oui » après une campagne de persuasion de dernière heure menée par la grande industrie. En tout cas, en cette période d'incertitude économique, les deux camps n'ont pas manqué de jouer avec la peur, voire de donner dans le catastrophisme.

Malgré un renversement de tendance en faveur du « oui » observé ces der-

niers jours, l'issue du scrutin reste incertaine. Dans le secret de l'isolat le « non » pourrait être plus nombreux que prévu en Suisse romande et la proportion de « oui » plus élevée en Suisse alémanique. Si les deux taux ne sont pas comparables, les responsables helvétiques gardent encore à l'esprit le référendum de mars 1986 sur la proposition d'entrée à l'ONU où la Suisse officielle avait été sévèrement désavouée par tous les cantons et les trois quarts des électeurs.

Cette fois le principal risque apparaît d'une brisure entre régions linguistiques. Ce ne serait pas la première fois que la majorité alémanique impose sa volonté aux francophones alors que l'inverse est plus rare. Non sans une certaine condescendance, les Suisses allemands croient pouvoir décider de ce qui est bon pour les autres, comme ce fut le cas pour les limitations de vitesse sur les autoroutes, la construction de centrales nucléaires ou le port obligatoire de la ceinture de sécurité.

Dimanche, l'enjeu est beaucoup plus important car il en va de l'avenir du pays. Ainsi des Romands ont lancé divers appels pour tenter de convaincre leurs compatriotes alémaniques de voter « oui ». Signe des temps : à Berne vient d'être inaugurée une Maison latine, en vue de promouvoir une meilleure compréhension entre communautés et de renouer le dialogue après le 6 décembre.

Même si le scrutin ne porte pas directement sur l'adhésion à la CEE, à tort ou à raison, nombre d'électeurs le perçoivent comme un pas dans cette direction. Ils ressentent aussi confusément que, quel que soit leur choix, rien ne sera plus tout à fait comme avant.

JEAN-CLAUDE BOHRER

Les Alémaniques réticents

Les petits cantons de Suisse centrale risquent de faire pencher la balance en faveur du « non »

ZÜRICH
de notre envoyé spécial

« **HOMO HELVETICUS GERMANICUS** est un être complexe. Apparu il y a sept cents ans dans les montagnes de Suisse centrale, il a traversé les siècles en essayant de tirer le meilleur parti d'une géographie rugueuse et d'un voisinage irrité par son farouche désir d'indépendance. Il est entré dans la modernité sans renoncer aux valeurs des « pères fondateurs » de la Confédération, gardant, même sous le costume trois pièces du manager zurichois, l'âme d'un Guillaume Tell refusant de saluer le chapeau du bailli autrichien Gessler.

Son pays, celui qui s'étend du lac de Constance au Saint-Gothard et de Fribourg au Jura, a toujours été un pays d'entre-deux. Il l'appelle Deutschschweiz, Suisse allemande. Il refuse pourtant de s'exprimer de manière compréhensible par les autres germanophones, préférant utiliser un dialecte, le Schwyzertütsch, dont les détracteurs affirment qu'il s'apparente plus à un mal de gorge qu'à un idiome civilisé. « Nous sommes tous un peu schizophrènes », reconnaît Roger de Weck, directeur d'un grand journal zurichois. Nous écrivons nos articles en haut-allemand, appelé ici la langue écrite, mais nos conférences de rédaction se déroulent en dialecte local... »

Dans les écoles, les matières fondamentales sont enseignées dans le même allemand qu'à Berlin ou Vienne, mais en gymnastique on en dessin on parle le Schwyzertütsch. Le téléspectateur passe d'une langue à l'autre lorsque les informations nationales (en haut-allemand) succèdent au journal régional (en dialecte). Cette dualité irrite quelque peu les gens de Suisse occidentale, comme on appelle ici les Romands. Nombre d'entre eux font l'effort d'apprendre l'allemand pour accéder à l'administration fédérale ou simplement communiquer avec leurs compatriotes et se voient reprocher d'ignorer les nuances subtilités d'un dialecte que l'on voudrait promouvoir au rang de langue à part entière... Fort de sa majorité numérique

au sein de la Confédération - qui lui permet de faire les compromis nécessaires à la cohabitation avec les Romands et les Tessinois italophones, - persuadé d'avoir inventé bien avant tout le monde une forme de démocratie qui respecte aussi bien les droits de la communauté que ceux de l'individu, le Suisse alémanique ne souffre d'aucun complexe, sinon de supériorité.

Zürich s'enorgueillit d'être l'un des principaux centres d'édition en langue allemande et est fière de son théâtre qui, grâce à la décentralisation allemande, attire auteurs et acteurs à la recherche de notoriété et de gloire.

Une vertu pédagogique

En se lançant dans l'aventure d'un référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen, les dirigeants de Berne pensaient avoir trouvé une « solution bien suisse » au problème des rapports entre la Confédération et la Communauté européenne ; un passage par l'antichambre de l'EEE, en compagnie d'autres pays longtemps fréquentés au sein de l'AELE, devait avoir une vertu pédagogique. « Les Suisses se méfient des visions. On ne peut pas leur « vendre » l'Europe avec des discours enflammés », constate encore Roger de Weck. S'ils s'aperçoivent que leur adhésion à l'EEE est loin de cette apocalypse décrite par les partisans du « non », ils seront moins réticents à effectuer le pas suivant, l'adhésion à la CEE.

Ce calcul pourrait pourtant être mis à mal le 6 décembre. La Suisse alémanique risque fort, si l'on en croit les derniers sondages, de faire pencher le fléau de la balance vers un « non » à l'Espace économique européen. Si les votes populaires se partagent à peu près à égalité entre les partisans du « oui » (41 %) et ceux du « non » (42 %), le vote des cantons - il faut qu'au moins douze des vingt-trois cantons suisses disent « oui » en majorité - ne laisse pas beaucoup d'espoir aux pro-européens.

Les cantons peu peuplés de la Suisse centrale, le cœur historique du pays, comme Schwyz, Uri, Appenzel, constituent des bastions imprenables par les pro-eu-

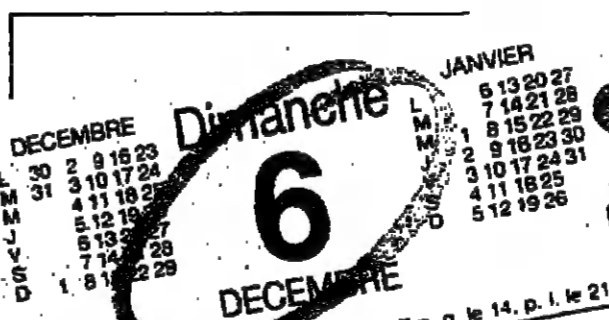
ropéens. Les partisans du « oui » qui viennent faire campagne sont accueillis par des agriculteurs agitant d'énormes cloches à vache qui serviraient dans quelques semaines à encourager les vaches suisses sur les pentes de la Coupe du monde. Si les deux cantons du pays de Bâle, dont l'économie est depuis longtemps intégrée à l'espace européen, peuvent plutôt pour le « oui », la situation est beaucoup plus incertaine à Zurich et en Thurgovie où est rassemblée la majorité de la population suisse alémanique.

La lutte est également très serrée dans les cantons binationaux, le Valais et Fribourg, dans lesquels les Romands, majoritairement favorables à l'adhésion, s'opposent aux Alémaniques plus réticents. Les politologues suisses ont établi que, pour obtenir la majorité des cantons, il faudrait que le « oui » atteigne entre 55 % et 57 % des votes populaires à l'échelle nationale. A la veille du scrutin, on est encore loin du compte.

« Il faudrait un miracle pour que le « oui » à l'EEE l'emporte », s'est écrit à la fin du mois de novembre Peter Bodenmann, président du Parti socialiste, qui fait campagne pour le « oui », comme trois sur quatre des principaux partis de la Confédération. Ces propos défaitistes n'ont pas été appréciés des autres dirigeants politiques et économiques qui essaient de remonter un courant qui s'est révélé, au cours de l'été, extrêmement défavorable aux partisans de l'adhésion.

L'engagement, tardif mais massif, des membres du Conseil fédéral (gouvernement), des dirigeants des grandes entreprises industrielles comme Asa Brown Boveri ou des géants de la chimie bâloise est-il suffisant pour renverser la tendance ? On assiste en ce moment à une illustration de la fable du Lièvre et de la Tortue.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 9



OUVERT!
Galerie Lafayette
Marks & Spencer
Lafayette Gourmet
Monoprix

BOULEVARD HAUSSMANN

Galerie Lafayette de 10 h 00 à 19 h 00.
Marks & Spencer de 10 h 30 à 19 h 00.
Lafayette Gourmet de 9 h 30 à 19 h 30.
Monoprix de 9 h 30 à 19 h 30.

مكتبة النجف

ESPACE EUROPEEN

Le Tessin entre deux peurs

BERNE
de notre correspondant

L'EEE ne divise pas seulement les Suisses mais aussi les minorités latines de la Confédération. Votant souvent dans le même sens sur les problèmes de société ou de politique étrangère, francophones et italophones ne se retrouvent pas, en l'occurrence, exactement sur la même longueur d'onde. Une fois n'est pas coutume, les Tessinois affichent des réactions plus proches des Allemands que des Romands. Comme le confirme les sondages, la Suisse italienne se montre moins favorable à la ratification du traité sur l'EEE que la plupart des cantons de langue française.

Pourtant, comme la Suisse romande, le Tessin ressent la récession et connaît un taux de chômage de 6 %, soit sensiblement supérieur à la moyenne helvétique. Traditionnellement il entretient aussi des liens culturels et économiques étroits avec la Lombardie voisine, l'une des régions les plus développées de la CEE. D'ailleurs il lui doit une partie de sa prospérité. Chaque fois que l'Italie traverse une crise, les banques tessinoises sont promptes à accueillir les capitaux en fuite. Cette proximité a largement contribué à l'expansion de la place financière de Lugano, l'une des trois principales du pays.

Comparé à la Suisse romande qui compte 1,2 million d'habitants et a une frontière commune avec la France, le Tessin, enclavé au sud des Alpes, avec à peine 280 000 habitants, pèse moins lourd par rapport à l'Italie. En raison de cette position excentrique, les Tessinois se raccrochent d'autant plus aux valeurs du fédéralisme helvétique pour préserver leur identité.

Aux premières loges, des crises récurrentes qui agitent la péninsule, les Tessinois, sont parfois tentés d'identifier la Suisse. Certains d'entre eux ont également tendance à attribuer à la CEE l'image négative que leur renvoie l'Italie : scandales, Mafia, grèves et désordre monétaire. Les plus anciens n'ont pas complètement oublié les menaces d'annexion de l'époque du fascisme.

J.-C. B.

Les Alémaniques réticents

Suite de la page 7

Certains que les arguments rationnels – sauvegarde de l'emploi, bénéfices liés à l'intégration à un marché de 380 millions d'habitants – aient imposé d'eux-mêmes aux électeurs, la classe dirigeante n'a pas mesuré l'impact dans la population de la campagne menée depuis plusieurs mois par un seul homme : le conseiller national (député) Christoph Blocher.

Ce fils de pasteur de cinquante-deux ans, patron milliardaire de l'entreprise chimique EMS, colonel de l'armée suisse, sillonne le pays depuis le début de l'été, rassemblant des auditeurs nombreux et enthousiastes à qui il communique sa viscérale aversion pour le « *monstre technocratique* » que constitue à ses yeux la Communauté européenne.

A cette « construction intellectuelle dépassée », il oppose le caractère naturel et harmonieux, presque mystique, de la nation née en 1291 lors du serment du Rütli, lorsque les communautés montagnardes s'étaient fédérées pour combattre l'arbitraire des « juges étrangers ». En évoquant les mêmes de Guillaume Tell, Arnold de Melchthal et Werner Stauffacher, il renvoie dans le camp honni des « juges étrangers » les instances européennes qui imposent à la Suisse un diktat incarné par « l'Eurolex », le réaménagement d'une soixantaine de lois fédérales rendu nécessaire par l'adhésion à l'EEE.

« Alleingang »

Défendant une politique ultra-libérale sur le plan économique et ultra-conservatrice dans le domaine social, Christoph Blocher s'en fait pas moins des adeptes pour son *Alleingang* (cavalier seul) salvateur dans des secteurs de l'opinion fort éloignés de ses conceptions. Les salariés écoutent plutôt ses mises en garde contre le risque de « surpopulation étrangère », qui ne saurait manquer, selon lui, d'intervenir dès le

TRIBUNE

La Confédération, un modèle pour la Communauté

par Denis MacShane

POUR le citoyen européen qui, comme moi, travaille en Suisse, la question n'est pas de savoir si la Suisse entre dans l'Europe et devient européenne, mais si l'Europe pourrait ou devrait devenir suisse.

La Suisse est le pays le plus riche du monde, par la valeur de son PIB par habitant, qui s'élève à 33 340 dollars (celui de la France est de 21 230 dollars). Cela est dû à trois facteurs :

1) La politique de plein-emploi, qui va jusqu'à donner du travail aux 18 % d'étrangers résidents en Suisse. Pendant les années 70 et 80, quand le reste du monde industrialisé a plié devant l'idée que le chômage était inévitable et que des pays comme la France ont transféré des ressources énormes à leurs chômeurs au travers de plusieurs mécanismes, la Suisse a cherché par tous les moyens possibles à éviter le chômage. Les patrons, les formations politiques et les syndicats sont parvenus à la même idée qu'un chômeur représente un échec pour la Suisse.

Dans cette lutte, soutenue et parfois mal comprise par les Suisses eux-mêmes, la structure politique du pays a joué un rôle décisif. En octobre 1982, le chômage a franchi la barrière psychologique et symbolique des 100 000 chômeurs, un chiffre dérisoire par rapport au reste de l'Europe mais qui a fait « une » de tous les journaux.

2) L'importance de son industrie. L'Adesso de 1983 constate à juste titre que « l'industrie suisse est hautement compétitive malgré des salaires élevés. Elle a une forte productivité du fait des investissements utiles dont elle a été l'objet. En 1981, la Suisse a réalisé 0,51 % de la production industrielle des vingt-quatre pays de l'OCDE (France : 5,7 %). Si on fait le quotient avec la taille de la population, la puissance industrielle suisse est alors de 0,133, celle de la France étant de 0,101. La part de l'industrie est donc plus importante en Suisse qu'en France de 30 %. Ce résultat inattendu méritait d'être souligné pour montrer l'importance de l'industrie suisse ».

Bien sûr, les banques suisses constituent une importante puissance financière pour tout l'Europe. Les socialistes suisses Jean Ziegler a écrit sa philippique – la Suisse lève plus blanc – pour dénoncer les banques et tout un système qui offrent un abri à l'argent des

mafiosi italiens, des tyrans du tiers-monde et aux hommes d'affaires européens qui veulent cacher leur argent loin du fisc national. Mais, de plus en plus, les transferts de capitaux dans le monde combinés avec les autres safe havens pour l'argent – comme le Luxembourg avec ses cent vingt banques ou les îles Anglo-Normandes comme Jersey – ont pour conséquence que la Suisse n'a plus une exclusivité dans ce domaine.

3) Un système politique fondé sur la subsidiarité, bien que cette notion ne figure pas dans les manuels de science politique utilisés par les Suisses pour leur gouvernement. La Suisse est divisée par ses langues, ses religions (Genève n'autorise pas un évêque catholique à résider dans le canton), sa géographie et son travail – agriculture contre industrie.

La « formule magique »

Pendant les années 20 et 30, la Suisse était secouée par des révoltes sociales. L'armée suisse a ouvert le feu sur une manifestation socialiste contre le chômage à Genève en 1932. Bilan : douze morts et soixante blessés. Par rapport à la population en France, si le même événement avait eu lieu à Paris, il y aurait eu une centaine de morts et un tel massacre occuperait une place importante dans la mémoire collective.

L'image d'une Suisse paisible, consensuelle et consacrée au travail est assez récente. La Suisse est un Etat fédéral où les cantons gardent toujours leurs pouvoirs pour fixer leurs impôts, contrôler leur système d'éducation ou octroyer les permis de travail et de résidence. Un des droits les plus importants que détiennent les Suisses est celui du recours aux référendums, qui, pour la plupart, produisent des résultats négatifs sur le plan du progrès social.

Pour comprendre la Suisse, il faut examiner son système de coalition et de compromis politique. La Suisse est le pays européen où les socialistes obtiennent un de leurs plus bas scores. Par exemple les socialistes ont obtenu plus de 30 % aux élections depuis 1941. Mais la Suisse a une exclusivité en Europe, parce que c'est le pays où la gauche a été présente dans le gouvernement pendant la plus longue période. Cela est dû à ce qu'on appelle la « formule

magique », qui a donné aux socialistes suisses des sièges dans le Conseil fédéral et à tous les autres niveaux de gouvernement – cantonal, municipal, communal, etc.

La gauche est toujours présente mais toujours sans pouvoir absolu. Cette coalition permanente donne des résultats significatifs dans le domaine de l'emploi et de l'éducation mais empêche, bien sûr, les grandes réformes. Les changements de politique parfois dramatiques associés à des bouleversements majeurs dans la vie politique – la crise de 1958 ou l'alternance de 1981 en France – sont impossibles en Suisse.

Paradoxalement, les forces suisses qui veulent faire entrer la Confédération dans la Communauté européenne cherchent à utiliser l'Europe pour réformer des structures considérées comme trop vieilles et trop usées. Certains discutent de l'idée d'un président avec un mandat de quatre ans pour que la Suisse puisse avoir un dirigeant politique prêt à prendre des décisions difficiles. D'autres cherchent à briser les canalis de l'industrie et des services, ceux de l'agriculture, qui ont sauvé les petits patrons, des postes de travail et une paysannerie.

Le Parti socialiste a défini sa position dans une résolution qui avance les arguments suivants : « Les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles d'aujourd'hui appellent à une gestion européenne des problèmes. La CEE constitue un espace de coordination et de décision au niveau supranational. Pour avoir une influence sur les réglementations européennes, il faut participer pleinement au processus de décision, c'est-à-dire adhérer. Sinon, la législation communautaire nous sera imposée, ce qui signifiera la perte de notre souveraineté ».

Un « euro-enthousiasme » déclinant.

D'autre part, l'adhésion à la CEE doit forcer la Suisse à procéder à des réformes que la majorité bourgeoise n'a pas eu l'audace d'entreprendre. Il s'agit de redynamiser la démocratie directe, aussi de réformer la législation économique et sociale et la politique des cartes ; de réviser l'intégration de la population étrangère, notamment en garantissant la libre circulation des travailleurs. »

Il est clair que pour les socialistes genevois la Communauté européenne représente un outil destiné à moderniser leur pays. Déjà, pour préparer la Suisse à son entrée dans l'espace économique européen (EEE) – antichambre de la Communauté pour les pays comme l'Autriche et la Suède, – les lois suisses ont été modifiées, par exemple pour donner des droits égaux aux femmes et aux hommes. La Suisse a aussi changé sa loi pour permettre la création de comités d'entreprise

Subsidiarité et coalition

Dans sa majorité, le peuple suisse est un peu plus pro-européen que les jeunes rouges-verts de Zurich, mais il est loin d'être sûr qu'une majorité existe en faveur du « oui » au référendum d'entrée dans l'EEE prévu pour le 6 décembre. En revanche, la Suisse est le pays européen où la subsidiarité a été pratiquée avec le plus de sérieux pendant toute son histoire. Si la subsidiarité est envisagée comme l'huile qui doit faire tourner le moteur de Maastricht, il faut examiner l'exemple suisse pour comprendre les problèmes mais également les bénéfices qu'une Europe unifiée pourrait en tirer.

Mais les relations Suisse-Europe ne doivent pas être à sens unique. La subsidiarité a aussi des inconvénients quand elle offre des moyens pour bloquer des avancées politiques ou sociales plutôt que des chances pour développer la démocratie à tous les niveaux. Et elle ne peut fonctionner sans un gouvernement de coalition qui assure une stabilité – et un immobilisme – au sommet. Si l'Europe veut une subsidiarité à la Suisse, il lui faut dire adieu aux formations classiques de la politique. Si la Suisse veut devenir totalement européenne, il faut qu'elle fasse son deuil d'une politique d'enrichissement fondée sur le plein-emploi et le consensus politique au sein d'une collaboration étérale.

» Denis MacShane est directeur associé de l'institut politique européen, créé à Londres en 1922. Il travaille actuellement à Genève.

LA VRAIE CHINE

Descouvrir Pékin en hiver est un privilège. Rencontrer la vraie Chine est un authentique enrichissement. Car nous sommes les défenseurs du «royaume vrai», des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi). Nous vendons directement, sans intermédiaire. Et vous êtes en contact direct avec une équipe de vrais spécialistes pour la Chine.

VOYAGEURS EN CHINE

VOYAGEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

Rem à découper pour recevoir notre brochure «Voyageurs en Chine» 48 pages, 1992, 75001 Paris.

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____ TÉLÉPHONE _____

RETOUR OPEN OU DATE FIXE AU CHINOIS.

Photo d'Isabelle Villeneuve «voyageur du monde» en Chine, Avril 1992.

CHINOIS : ESCAPADES CHINOISES : VOL AIR PARISIEN ET SEJOUR DE 7 JOURS COMPLETS SUR PLACE A PARTIR DE 12.950 F.

LA CHINE IMPERIALE : 21 JOURS A PARTIR DE 18.280 F.

DECOUVERTE DE LA VRAIE CHINE, LES VILLES «PHARES» ET LES SITES ESSENTIELS DANS L'HISTOIRE DE L'EMPIRE CHINOIS. ... LA CHINE A TOUT PROX.

18 JOURS A PARTIR DE 12.290 F. DE PÉKIN A LUOYANG, XI'AN, GUILIN ET SHANGHAI POUR LES IN-CONDITIONNELS DE LIBERTÉ, UN BUDGET SERRE POUR DECOUVRIR LA CHINE, REN-DEZ-VOUS VISITE, CONTACTEZ-NOUS.

VOYAGEURS EN CHINE - 46 RUE SAINT-ANNE, 75001 PARIS - TEL : 42 86 16 40 - FAX : 42 81 14 95.

مركز الشغل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

L'opposition tente de limiter le nombre des primaires

Les délégations RPR et de l'UDF se sont rencontrées, jeudi 3 décembre, à la Haute-Garonne, pour commencer l'examen des candidatures de l'opposition parlementaire en vue des élections législatives et pour évoquer la plate-forme politique qui sera défendue pour cette consultation. Au cours de cette première réunion, les deux délégations ont procédé à un «débroussaillage», selon

l'UDF, de la situation dans trente et un départements allant de l'Ain à la Haute-Garonne, mais aucune décision n'a été «actée», selon le RPR. M. Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a souhaité que le pourcentage de primaires officielles soit maintenu à moins de 10 %, alors que M. Juppé, secrétaire général du RPR, table sur un taux plus proche de 20 %.

L'UDF conteste le parachutage de M. Raimond par le RPR à Aix-en-Provence

La quatorzième circonscription des Bouches-du-Rhône (Aix-en-Provence) fait l'objet d'un vif débat entre l'opposition. Le député sortant, Jean-Pierre Paréti della Rocca, ex-UDF, ayant décidé de se représenter, le RPR a investi M. Jean-Bernard Raimond, qui fut ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation M. Chirac. Or, l'UDF considère que cette circonscription lui revient.

de 1986 à 1988. Cette initiative a provoqué, d'abord, une réaction négative de la part de la circonscription RPR, qui a refusé deux conditions : l'acceptation de la «parachutage» de M. Raimond par l'UDF et qu'il ait pour suppléant le seul conseiller général RPR de la circonscription, M. Jean-Pierre Bouvet, initialement investi à la candidature. Une position assortie d'une menace : celle de ne pas le soutenir en «primaire» avec l'UDF. Mais l'arrivée de M. Raimond a surtout irrité l'UDF, qui estime que la quatorzième circonscription doit rester dans son giron. Elle a, de son côté, investi M. Fernand Boulan, maire (PR) de Châteauneuf-le-Rouge — une petite commune de la périphérie aixoise — et ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence.

12,5 % des inscrits. Leur élimination a été alors, au tour à tour, au second tour, le candidat socialiste, M. Alexandre Medvedovski, adjoint au maire d'Aix-en-Provence, membre du conseil national, M. Philippe Millieu, conseiller municipal, l'un et l'autre conseillers régionaux.

«Je ne suis pas un homme qui aime une circonscription», a déclaré M. Raimond, au lieu, pour la première fois, d'une compétition électorale, qui a défini, «par tempérament et par position», comme un «candidat initiateur». Cette profession de foi n'est pas de nature à calmer le mécontentement de l'UDF, accusé par la perspective de deux «primaires» dans la neuvième (La Clotte-Aubagne) et la dixième circonscription (Gardanne) des Bouches-du-Rhône.

Un proche de M. Raimond a déclaré : «La stratégie électorale de M. Raimond, c'est que l'UDF ait un rôle de réserve, en plus de celle qu'il joue dans le département, une deuxième circonscription possible» (la cinquième, à Marseille), où se présente le candidat départemental du RPR, M. Michel Muscatelli, et dans le parti chrétien «Ecce homo» (Marseille), ailleurs, dans la région PACA.

GUY PORTE

En réponse aux propositions de M. Mitterrand

M. Chirac refuse l'instauration d'une «VI^e République»

STRASBOURG

M. Jacques Chirac a conclu, jeudi 3 décembre, la seconde journée de son voyage électoral en Alsace (Le Monde du 4 décembre) par une réunion publique à Strasbourg, devant deux mille cinq cents personnes et en présence de M. Philippe Stéphan, député des Vosges et maire d'Épinal, qui s'est réjoui d'être au côté du président de son mouvement par «amitié et fidélité».

L'ancien premier ministre a longuement insisté sur les «échecs accumulés» par le socialisme, qui a provoqué, selon lui, un «affaiblissement de l'État». M. Chirac a pris en exemple la justice qui, selon lui, «a perdu son indépendance, au point que beaucoup en viennent à douter de l'impartialité et, allant au-delà, de l'honnêteté de ceux qui nous gouvernent». «Il est clair que la loi est devenue, aujourd'hui, des comptes pour les pressions trop souvent exercées sur les magistrats, pour la protection affichée dont on pu jouer les uns du prince, pour l'amitié que les parlementaires socialistes ont faite voter».

Devant la tâche à accomplir, le président du RPR a jugé inopportun le débat voulu par M. Mitterrand sur les réformes constitutionnelles. «Les modifications ponctuelles pourraient être apportées», a dit M. Chirac, en précisant les «trois conditions» qu'il juge nécessaires à l'ouverture de ce débat. Il ne peut s'agir, a-t-il dit, de «changer l'esprit de l'équilibre de nos institutions». «M. Mitterrand peut bien rêver d'une VII^e République, mais, pour nous, il ne peut s'agir que de la modernisation de la République».

Il faut ensuite agir dans la «sérénité», or, «la période qui précède les élections législatives est peu propice à ce type d'initiative». Enfin, il convient de ne pas introduire un nouveau sujet de débat entre les Français. Sur tous ces points, M. Chirac est convenu avec M. Valéry Giscard d'Estaing «de ne pas se laisser dans ce

Des socialistes, des communistes et des trotskistes s'engagent pour «changer la gauche»

Sous le titre : «Engagement pour changer la gauche», plusieurs représentants des mouvements socialiste, communiste, écologiste et trotskiste ont signé un texte en vue des élections législatives. Ils ont choisi, entre «la poursuite de ce qui se fait» et «l'avenement d'une droite qui rêve de privatisations, de déréglementation et de capitalisation», les signataires affirment : «L'objectif politique est possible. (...) Le respect de la justice sociale et des différences, nous le défendons, dans la perspective des élections législatives et au-delà, de tout changement à gauche de la politique de la France, de tout changement à gauche elle-même».

Ce texte a été signé, notamment par MM. Max Gallo et Didier Motechane (Socialisme ou République), le courant socialiste de Jean-Pierre Chevènement, Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon (Gauche socialiste), M. Maryse Berg-Lavigne (ex-populiste), M. Charles Fiterman (Patrick Braouecq, communistes «réformateurs»), Claude Poppen et Marc Rigout (Alternative démocratique socialisme), Alain Krivine et Daniel Bensaid (Ligue communiste révolutionnaire, trotskiste).

EN BREF

Un vice-président du MRG rejoint Génération Ecologie. — M. François Gayet, maire de Saint-Les-la-Forêt (Rhône), vient de quitter le MRG, dont il était l'un des vice-présidents, pour rejoindre Génération Ecologie. L'annonce de cette démission intervient avant le comité directeur du MRG, qui se réunit samedi 5 décembre pour adopter l'accord électoral pour les législatives avec le PS. M. Gayet, dont l'avis est partagé par certains membres de la direction du MRG, déplore que cet accord ne permette pas au MRG de présenter au moins soixante-cinq candidats, sans permettre le financement public d'un parti politique. M. Gayet, qui présidait l'Association des élus du MRG, entend être candidat aux législatives de mars dans la quatrième circonscription du Val-d'Oise, dont le sortant est M. Francis Delattre, UDF.

M. Rassinot (UDF) pour un dialogue direct avec les écologistes. — M. Alexandre Rassinot, président du Nouveau contrat social, membre du bureau politique de l'UDF, a prononcé, mardi 1^{er} décembre, en faveur d'un dialogue direct entre l'opposition républicaine et les écologistes. «Il ne s'agit pas de faire du débouchage électoral», a affirmé le maire (radical) de Nancy. Les socialistes proposent des circonscriptions aux Verts et à Génération Ecologie; nous, nous engageons le dialogue et nous le prouvons».

MM. Lalonde et Waechter affirment l'unité retrouvée des écologistes

Trois jours après la publication des propositions de révision constitutionnelle du président de la République, les deux principaux représentants du mouvement écologiste, MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter, ont réaffirmé leur unité. jeudi 3 décembre, lors d'une conférence de presse délibérément solennelle, dans un lieu quelque peu inhabituel pour eux : le Sénat.

«Cette proposition de réforme tombe à un mauvais moment. Elle aurait dû être engagée plus tôt», a affirmé M. Waechter en rappelant quelques-uns des principaux vœux de son mouvement dans ce domaine. Pour les Verts, la révision du mandat présidentiel importe peu, mais lors que le Sénat se réunira pour les élections législatives, les amis de M. Waechter souhaitent que le Sénat soit élu à la proportionnelle dans le cadre des circonscriptions régionales. «Il faut que le mot «région» soit introduit dans la Constitution», a souligné le porte-parole des Verts.

Mais pour M. Waechter, la réforme doit être présentée par le président de la République d'un commun accord avec les Français et faire en sorte que ceux-ci puissent bénéficier directement sur tous les choix concernant leur cadre de vie, grâce à l'institution du référendum d'initiative populaire.

«Il faut mettre en œuvre plus de dialogue entre le pouvoir», a résumé M. Lalonde. Le président de Génération Ecologie a été particulièrement insisté sur le rôle du Parlement, en regrettant qu'à la suite d'une «dérive technocratique» les lois soient pratiquement votées en commission par quelques députés spécialistes, «sans sortir des bureaux d'experts et des autres quartiers de Paris». «Les hommes politiques nous donnent sans arrêt des leçons d'environnement, mais lorsqu'on leur propose une loi, il n'y a plus personne en séance», a déclaré l'ancien ministre de l'environnement.

Au-delà de leurs propositions communes au sein de l'institutionnelle, les deux porte-parole de l'écologie politique n'ont pas caché leur ambition : l'affichage de leur unité retrouvée doit leur permettre de passer le seuil des 17 % d'intentions de vote, livré par les sondages les plus récents, au-delà duquel ils peuvent espérer faire entrer quelques écologistes à l'Assemblée nationale.

J.-L. E.

Après la nouvelle flambée de violences

Vingt-deux personnes ont été interpellées à la Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

La tension a été à son comble, jeudi soir 3 décembre, au Chaudron, après la mise en place par le préfet, M. Hubert Fournier, d'un «dispositif de vigilance» destiné à prévenir de nouvelles débordements de violence dans le quartier de Saint-Denis. Les forces de l'ordre ont concentré leurs efforts autour d'une grande barrière dont plusieurs indices laissent supposer qu'elle était la seule privilégiée des émeutiers et des pilleurs.

La présence des militaires sur le terrain a pleinement joué son rôle dissuasif, même si des petits groupes ont tenté quelques coups de force sporadiques. Une fois-ci sur le quartier du Mouton, une patrouille a été stationnée et bombardant tous les véhicules de jets de gâteaux.

Un journaliste du Quotidien de la Réunion a été sérieusement blessé aux bras, après que la vitre d'un véhicule a été volée en éclats sous l'impact d'une pierre. Mercredi, plusieurs représentants de la presse locale — en particulier des photographes — avaient été menacés par les manifestants. Les faits demandés au gouvernement par la préfecture de la Réunion sont arrivés ce vendredi à Gillot. Il s'agit d'un cadavre de cont gangrènes.

Jugement une quinzaine de manifestants en comparution immédiate, jeudi soir, le tribunal correctionnel de Saint-Denis a prononcé plusieurs peines de prison allant de trois mois avec sursis à quatre mois ferme, notamment contre un responsable de la direction de l'agriculture de la Réunion qui avait profité de la manifestation pour s'emparer d'un camion 80 chez le représentant local de Volkswagen, mercredi soir. Au total, vingt-deux personnes ont été interpellées sur

le quartier Chaudron dont plusieurs mineurs.

Selon un premier bilan dressé par la préfecture de Saint-Denis, vingt-cinq commerces ont été détruits et pillés dont une agence bancaire et une pharmacie, vingt un véhicules ont été volés et vingt-cinq volés. Les représentants des forces de l'ordre ont été blessés. Les émeutiers s'attaquent à plusieurs dizaines de millions de francs.

Au lendemain de ces événements, une cascade de réactions a été enregistrée. L'évêque de la Réunion, Mgr Gilbert Aubry, a lancé un appel à la paix. «Ce n'est pas la peine de reproduire dans notre pays les violences que l'on voit ailleurs et que l'on a déjà vues ici», a-t-il déclaré. Une gerbe au cœur du Chaudron, l'ancien secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, a été flammée de violence témoignant d'un «ras-le-bol général». «Il est temps de changer de politique, de mettre en œuvre une politique plus en plus généraliste, destinée à corriger l'échec de notre système d'éducation et de formation», a déclaré pour sa part le député Jean-Paul Virapoulle, député UDC, maire de Saint-Denis.

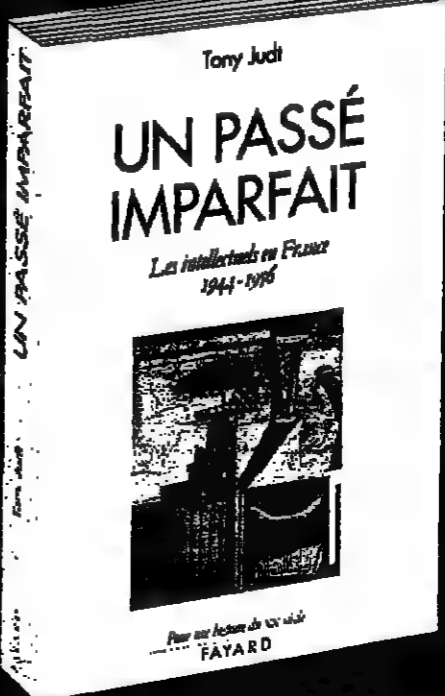
Arrivé sur l'île le jour même de l'explosion de violence au Chaudron, le nouveau préfet de la Réunion, M. Hubert Fournier, a souligné qu'en ces périodes d'insécurité il est essentiel de ne pas céder à la peur. Il s'est assigné une double tâche : le maintien de l'ordre public et la mise en chantier d'un «travail de fond à la Réunion».

L'après-midi, le président d'une importante compagnie locale d'assurances se réjouissait : il avait juste le temps de recevoir de l'Etat un chèque compensant la partie des indemnes qu'il avait dû verser aux commerçants pillés et saisis en février-mars 1991, au Chaudron...

ALIX DIJOUX

Toute idée fausse finit dans le sang, mais il s'agit toujours du sang des autres.

Albert Camus



Superbement servi par une traduction toute en finesse... le livre de Tony Judt constitue une analyse où transparaît, dans les excès de nos durs, l'histoire des idées françaises... Assurément l'un des ouvrages récents les plus intelligents de nos fièvres nationales du second demi-siècle.

Jean-François Sirinelli, Le Monde

Une histoire du chemin, méditant entre l'histoire les idées et la pathologie sociale... Cet essai est passionnant.

AS. mer., Quotidien de Paris

A lire de toute urgence. Oui, de toute urgence.

Naurice Scatena, L'Arche

L'Histoire
FAYARD

□ Rectificatif. — Les cinq régions les plus en retard dans le calendrier de rénovation des locaux prévus par le plan d'urgence pour les lycées (Lorraine, Limousin, Basse-Normandie, Pays de la Loire, Poitou-Charentes) auront terminé ces travaux à la fin de l'année 1992, a fait écrire le ministre de l'Éducation nationale.

مركز أمن الشغل

■ Le Monde ■ Samedi 5 décembre 1992 13

OPEL OMEGA

**Vous avez jusqu'au
31 décembre
pour bien commencer l'année.**

OFFRE N°1

**TURBO-DIESEL
AU TARIF
DE L'ESSENCE**

OFFRE N°2

**-10 000 F
SUR LES OMEGA
CLIMATISÉES**



OFFRE N°3

**REPRISE ARGUS
10 000 F
MINIMUM**

OFFRE N°4

**-2 000 F
SUR LES MODÈLES
ESSENCE**

Information consommateur : Offres 1, 2, 3, 4 valables pour toute immatriculation avant le 31.12.92 (tarifs TTC). Offre n°1 : à finitions égales. Offre n°3 : reprise aux conditions générales Argus diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Reprise de votre ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois). Offre n°4 : aide fiscale -2 000 F sur véhicule essence jusqu'à 2.0l. Offres 1, 2 et 3 non cumulables. Et, bien entendu, le break Omega est toujours au prix de la berline.



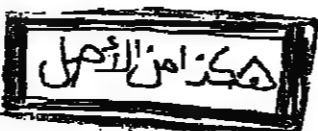
OPEL
VOITURE
PROPRE

3615 OPEL

OPEL

Opel. Une idée neuve.

Offres valables sur véhicules neufs dans la limite des stocks disponibles.



16 Le Monde ■ Samedi 5 décembre 1992

LA PAGE ECONOMIQUE

OFFRES CITROËN DU 1^{er} AU 24 DÉCEMBRE



L'automobile redémarre.

L'ESSENTIEL

8000^F

sur l'ensemble
de la gamme catalysée.

41900^F

pour la nouvelle
CITROËN AX Escapade.
3 portes

61900^F

pour la
CITROËN ZX Reflex 1,1 i.

6000^F

sur toute la gamme
diesel et utilitaires.

TRIBUNE LIBRE

L'automobile redémarre.

La marque aux chevrons dit non au pessimisme ambiant, oui à la qualité de la vie. CITROËN va à l'avant et le prouve. Il dévoile des colonnes une panoplie de moyens impressionnants pour mieux satisfaire sa clientèle. Plus que jamais CITROËN joue l'environnement. Sans sacrifier la qualité et l'équipement de ses modèles, CITROËN multiplie l'effet de l'aide fiscale et réalise de substantielles économies. Vive la relance et bravo CITROËN.

CITROËN AX DIESEL UN NOUVEAU RECORD D'ECONOMIE

3,3 litres aux 100 km à 90 km/h

Grâce à sa nouvelle conception mécanique et à la structure de ses pneus "verts" spécialement étudiée par Michelin pour CITROËN (plus faible résistance au roulement), la CITROËN AX Diesel a été harmonieusement conçue pour vous permettre de consommer moins. Car finalement, la meilleure façon de moins polluer, n'est-ce pas de consommer moins ?

* Consommations Utac : 4,8 l à 120 km/h ■ 4,5 l en parcours urbain.

FRANCE

**Citroën quadruple
l'aide fiscale de
l'Etat sur l'ensemble
des Citroën
catalysées.**

**6000^F
+
2000^F**

Nous vous rappelons que
l'aide fiscale est appliquée

aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 litres, pour favoriser l'équipement de pots catalytiques. Vous n'avez que jusqu'au 31 décembre 1992 pour profiter de cette aide. Dans un souci de respect de l'environnement, CITROËN ajoute 6000^F

2000^F de l'Etat. C'est une économie totale de 8000^F sur l'achat d'une CITROËN catalysée immatriculée avant le 25 décembre 1992.

8000^F

SPECIAL DIESEL

**Citroën vous offre 6000^F sur
l'ensemble de ses modèles.**

CITROËN vous permet de réaliser une économie de 6000^F sur l'achat d'un modèle équipé d'une motorisation diesel.

Contrairement aux idées reçues, un moteur diesel moderne pollue moins qu'un moteur non catalysé. Là encore, c'est

donc pour favoriser l'environnement que CITROËN incite les Français à rouler en diesel par une nouvelle mesure d'encouragement.

UN EVENEMENT AUTOMOBILE

**Nouvelle Citroën
AX Escapade**

41900^F



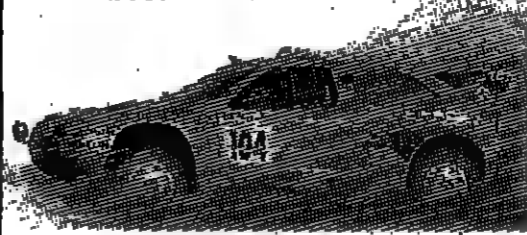
La CITROËN AX Escapade 3 portes peut-être l'automobile de fin d'année, moteur injection dépollué, trois couleurs: blanc banquise, rouge furio ■ bleu saphir,

un intérieur personnalisé. Il ne vous en coûtera que 41 900^F pour acquérir cette merveille. En effet, grâce à la multiplication par 4 de l'aide fiscale, CITROËN vous fait faire une écono-

mie de 8000^F ■ vous la propose à 41900^F au lieu de 49900^F (prix tarif du 1^{er} décembre 92). On aurait tort à ce prix-là de se priver d'une belle "escapade".

**Citroën ZX
Rallye Raid,
après sa victoire
à Pékin, en route
pour l'Afrique.**

Après sa victoire dans le Paris-Pékin la CITROËN Rallye Raid s'aligne pour la 15^e édition dans la course Paris-Dakar. Ne manquez pas le départ le 1^{er} janvier 1993.



SPECIAL CITROËN ZX REFLEX

**Chère la Citroën ZX?
Sûrement pas à**

61900^F

61900^F pour ce prix vous serez propriétaire d'une CITROËN ZX REFLEX 1,1 i. ■ un moteur injection, pot catalytique, essieu arrière ■ effet autodirectionnel programmé, deux rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur, sièges enveloppants avec appuie-tête...

Et là encore, bénéficiez d'une économie non négligeable ■ 8000^F grâce à la multiplication par 4 de l'aide fiscale, CITROËN vous la propose à 61900^F au lieu de 69900^F (prix tarif au 24.09.1992).



**CITROËN C 15
Petit prix pour
grand volume.**

41 341^F HT (ou 41 030,40^F TTC), c'est le prix auquel vous ■ proposé ce professionnel infatigable de 475 kg de charge utile au lieu de 46400^F HT (tarif du 24 septembre 92: 55 030,40^F TTC).

Offres réservées aux particuliers non cumulables avec d'autres offres commerciales, valables sur l'achat d'un véhicule neuf livré et immatriculé avant le 25.12.92, dans tous les points de vente participant à l'opération.

FESTIVAL D'ARTS

THEATRE DE L'ATHENEE-LOUIS JOUVET
Jusqu'au 20 décembre

L'INQUIETUDE de VALERE NOVARINA
SECONDE PARTIE DU DISCOURS

ANDRE MARCON

LOCATION 47 42 67 27

THEATRE DE L'AQUARIUM

les mots et la politique

Marguerite et le Président
mise en scène Didier Bezace

Les vœux du Président
mise en scène Jean-Louis Benoit

en alternance du 1^{er} déc au 3 janv 43 74 99 61

OVA'O

STRATÉGIE DE MARQUE
ETUDE DE PUBLI-TEXT
EXPERTISE ET JURIDIQUE
CRÉATION D'IMAGE DE MARQUE
LIFTING INSTITUTIONNELLE
DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS
CRÉATION INSTITUTIONNELLE
ET DESIGN
Tél. (1) 40 28 00 92

Stratégie et développement d'image de marque

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS

HELLO, DOLLY!

"Nicole Croisille chante et gagne." **Le Figaro**

"Cette soirée est un réel bonheur." **France-Soir**

"Une fête débridée menée par une Nicole Croisille éblouissante." **Le Parisien**

"Chorégraphie étonnante, costumes rutilants et acidulés finissent la magie du rêve." **Le Point**

"Allez-y ! régalez-vous ! profitez-en ! ne ratez pas !" **Le Quotidien**

HELLO, DOLLY!
avec **NICOLE CROISILLE**
MICHAELE STUART
D'après la pièce "The Menchikov" de Thornton Wilder
JERRY HERMAN
GOWER CHAMPION
Musique et arrangements musicaux Peter...
EUROPE 1

Location 40 28 28 40
Minitel 3615 Châtelet

Le Monde EDITIONS

Rencontres avec des citoyens extraordinaires
Des portraits culturels, artistiques et sociaux en milieu urbain

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements :
46-62-72-24 ou 46-62-72-97

ARTS

MALÉVITCH ET FILONOV
à la Galerie

Une vingtaine de toiles... du Musée russe de Saint-Petersbourg exposées à Paris, accompagnées de dix dessins. Les derniers sont mis en vente avec les désormais habituels produits (montres, tee-shirts, vaisselle, foulards, bijoux). On a beaucoup glosé sur l'organisation par une galerie privée d'une exposition qui dégage des lignes budgétaires institutionnelles.

Quoi qu'il en soit, il faut saluer l'intérêt des artistes présentés ici, à l'heure où le pillage sporadique de la Russie par l'Europe occidentale ramène en France, comme on le vit à la FIAC, les pires croûtes socialistes. Même s'il est permis de douter de l'impor-

ance de Filonov, comparé à Malévitche, les œuvres sont de qualité et d'inspiration encore mal connue.

Il y a exactement soixante-dix-sept ans, en mois de décembre 1915, au lieu de Petrograd l'exposition «0,10». Elle était organisée par les futuristes, par l'agressivité et l'affirmation de la modernité dans les manières de leurs homologues italiens, et présentait, parmi d'autres, les tableaux de Malévitche. Il y montrait une toile qui allait devenir légendaire, le *Carré noir sur fond blanc*, bizarrement accrochée dans l'angle supérieur d'une pièce, tout près du plafond. Pour un Occidental, cela était une allusion directe au «coin rouge», le «coin» présent dans chaque isba, l'endroit opposé au poêle où s'installent les icônes vers lequel se tournent les fidèles. D'ailleurs, Malévitche plaçait l'un des tableaux les plus radicaux de l'histoire de l'art sans le signe - ou du moins le lieu - place - l'icône, et marquait l'avant-garde d'un esprit qui dépeint à beaucoup plus l'art encore à ignorer aujourd'hui.

Malévitche poursuivait une quête d'absolu qui devait culminer, en

CULTURE

Avant-gardes russes

Deux artistes d'avant la glaciation réaliste-socialiste

1918, avec la très célèbre *Carré blanc sur fond blanc*, une œuvre accompagnée d'une déclaration en forme de manifeste : «J'ai débouché dans le blanc (...), voguez à ma suite dans l'abîme (...).» En fait, il semblerait qu'il se soit agité pour se consacrer à des écrits sur le suprématisme - comme il avait baptisé son nouvel art - ou à une activité d'enseignant et de théoricien de l'architecture et de l'urbanisme.

Jusqu'alors, l'avant-garde artistique avait travaillé sinon en pleine compréhension, du moins en bonne entente avec les gouvernements issus de la révolution. En 1917, la mort de Lénine, l'ascension de Staline, la lutte contre Trotski, surtout la pression insidieuse des courants traditionnels, les rapports constructifs en lutte sournoise, puis en virulentes, l'art moderne. En butte à la persécution politique, chassé de l'Institut national d'histoire de l'art, une quinzaine de jours, Malévitche reprit ses pinceaux, exécuta une surprenante de toiles figuratives, d'aspect primitif, qualifiée par lui de «supernaturalisme». C'est pourtant dans un cercueil «suprématiste» au profil cruciforme, posé dans un camion

recouvert d'un grand carré noir, que sa dépouille fut portée en terre en printemps de 1935.

Pavel Filonov eut aussi quelques ennuis avec les thuriféraires de ce qui allait devenir le réalisme socialiste : en 1929, sa rétrospective prévue au Musée d'art russe de Leningrad fut annulée, lui-même passant pour un dément, «ennemi de la classe ouvrière». Filonov - qui avait construit l'essentiel de son œuvre sur les bases de l'art populaire russe, qui appelait ses étudiants «camarades», qui avait peint scrupuleusement des portraits de Staline et de Vorochilov et valablement tenté de faire don de ses toiles à l'État soviétique - en fut profondément affecté.

Exposition passionnante, donc, et qui présente d'autres découvertes : le Musée de Nantes annonce ainsi l'ouverture d'une rétrospective plus vaste d'avant-gardes russes. Au moment où l'on commençait à s'habituer à un hiver latino-américain, il faut se rendre à l'évidence : en décembre, l'art vient du froid.

HARRY BELLET

Jusqu'au 12 décembre, 78, avenue Champs-Élysées, Paris-8. Tél. : 43-88-80-07.

PHOTO

Les fondations de la vocation

Les images qui ont déterminé la carrière de quatre-vingt-quinze auteurs

PREMIÈRE PHOTO
à la Galerie du Jour

Demandez à des grands photographes leur toute première image, celle qui apparaît en haut à gauche de la planche contact numéro 1, et vous aurez une idée de l'importance de la photo dans la vie d'un auteur. Sédaisant, car le spectateur rêve déjà de correspondances esthétiques entre le photographe en herbe et l'auteur affirmé. Absurde, car une première photo ne signifie rien en soi pour un art du multiple. Si tant est qu'elle existe. Le styliste Agnès B a en cette idée «un voyage les mains vides» de Jacques-Henri Lartigue et présente quatre-vingt quinze auteurs dans un vaste espace blanc (une «boîte à chaussures» du quartier des Halles).

Les premières photos ? Évidemment non. La plupart des photographes ont préféré donner la première image «qui compte», celle qui a déterminé une vocation, celle qui justifie le travail d'une vie. Ainsi Cartier-Bresson avec le couple sous le parapluie noir à Dieppe (1926) et Edouard Boubat avec «Une fille aux Halles» (1946). «Elle est en train de prendre sa première photo», écrit joyeusement René Burri à propos de l'image du gamin faisant face à la mère de Brancusi (1954). «Parmi les plus vieux trucs que j'estime dignes d'intérêt et qui entraînent dans mes boîtes, celui-ci est le plus ancien», ajoute le Belge John Vink. Le plus incroyable, et ce n'est pas une

surprise, reste Ferdinando Scianna, qui interroge : «Ça existe, une première photo?»

Ca existe, mais c'est rare. «Débarquant», ma première photo fut avec mon premier appareil, un Comet, acheté un 24 décembre et que j'ai amené au bord de la mer un 25», écrit Mario Giacomelli. Mais à part cet auteur inclassable, à la fois imprimeur et gardien de camping, la plupart des photographes donnent lieu à une exposition différente de celle annoncée. Surtout, quand les auteurs (par peur du ridicule?) ont préféré confier des tirages impeccables et aseptisés de clichés qui viennent couper tout rapport au passé, à leur enfance. Mieux vaut alors se replier sur le catalogue, fort agréable, dans lequel face à chaque image l'auteur raconte son histoire, l'histoire de son image.

Les tirages d'une exposition à venir, passionnante, à partir de la fin de l'année, qui ont joué le jeu jusqu'au bout : une première image, dans un tirage d'époque. Quitte à débiter des clichés ratés, des tirages passés, des tirages écornés ou dentelés. Ceux-là touchent au plus près leur propre histoire et se font passionnants. Pascal Doleman, par exemple, propose «berkineusement» une des dix premières. En tout cas la seule qu'il ne reste : un paysage doux et calme à Saint-Martin-la-Garenne à l'instancat. Hughes de Wurtemberg présente «Ma sœur, ma mère» : Michel Vanden Beekhoudt, «Le chat de ma

cousine» ; Thierry Lefebvre, son «Allée des Tilleuls» ; Bernard Plossu, son premier chapeau dans le

Et un coup de chapeau à Xavier Lambours. «Mes parents demandent à la maternelle l'autorisation de ne pas aller à l'école pour que je puisse photographier John Glenn, le premier astronaute en visite à Paris.» Son premier reportage, quatre vies carées et un peu floues, des photos déjà percuteuses et culottes. Drôle et magique.

MICHEL GUERRAIN

Jusqu'au 19 décembre, 6, rue du Jour, 75001, Paris. Tél. : 42-33-43-40. Catalogue, 222 pages, 250 F.

Un Américain dans son jardin

Derniers clichés d'un photographe mythique

PAUL STRAND
à la Galerie Zabriske

L'Américain Paul Strand (1890-1976) tient une place de choix dans l'histoire de la photographie, celle d'un «passeur» qui apporta la preuve limpide que la photo pouvait se libérer de la peinture. Nous étions en 1916 et jusque-là, la photographie était encore dominée par le pictorialisme, ce mouvement international qui singeait les manières académiques, avec des images bucoliques et flous.

En deux séries d'images, publiées dans la revue *Camera Work* d'Alfred Stieglitz, Paul Strand fut basculer la photo dans le modernisme. Deux photos marquent : un portrait frontal de femme aveugle et une barrière blanche. Strand prend le contre-pied des pictorialistes et produit des documents nets, précis, «objectifs», d'une précision impensable. «Brutal, direct, pur», écrit Alfred Stieglitz. La «straight photography» était née.

Cette cathédrale du document, on la retrouve dans les dernières images de sa vie, réalisées à Orgeval, à 36 kilomètres de Paris, en 1952 après une riche carrière de photographe et cinéaste. A cette date, il publie, avec Claude Roy, le

Portrait of a man, un livre mythique et introuvable qui contient son plus beau portrait, un jeune garçon, pris dans la plan le plus frontal qui soit.

A Orgeval, Paul Strand réalise une série d'images de la nature : feuilles, plantes et fleurs. Des iris, trois ans avant sa mort. Au même moment, l'humanisme domine la photo française tandis qu'aux États-Unis les plasticiens se servent de l'image fixe. Quarante ans après ses premières natures mortes, Paul Strand, lui, n'a pas changé d'un iota. Ses tirages sont d'une précision diabolique, mais en nuances, sans effet de contraste. Le cadre est si serré que les formes deviennent abstraites, sans haut ni bas.

Ces dernières images sont présentées à la Galerie Zabriske. Les prix sont à la hauteur de la réputation du maître : 100 000 francs pour une *Fenêtre* (1973). Les spécialistes apprécieront la leçon de tirage, la banalité, même empreinte de virtuosité, laisse froid.

M. G.

Jusqu'au 12 janvier, 37, rue Quincampoix, 75004, Paris. Tél. : 42-72-35-47.

LES PIEDS DANS L'EAU

Reprise de la série de Jeanne Deschamps et Michaël Mouton

du 1^{er} Décembre au 3 Janvier 93
...avec l'humour...

A La Grande Halle

Location 40 03 39 03

Libération

France Inter

ZARIS

la petite Vierge

Porte de Paris

THÉÂTRE

[illegible]

71 **LE VERTICABLE** **scor, lun.** Qui sera le véritable inspecteur Houdin? 20 h 45 ; dim. 15 h 30 ; dim. 16 h 30.

DEUX ANES (48-06-10-26). Le Traité de la machine à 21 h ; dim. 15 h 30 ; dim. 16 h 30.

DISCOURS D'OUVERTURE (42-28-47-47). Avator : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. scor, lun.

DUMONS (48-54-72-00). Passionnément et égarément (en genre) : ven., sam. 20 h 30.

ELDORADO (42-49-48-27-7). Monsieur Amédée : 20 h 45 ; sam. 18 h, 21 h. Rel. dim. Espace de Noël : ven., 14 h 30 ; samedi 14 h ; dim. 14 h, 17 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-52-36-00). Au bal à Boulogne : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. scor, lun.

ESPACE MÉRAULT (43-29-98-51). Les Marches de ballet : ven., sam. 20 h 30. Le Nutcracker avant les forêts : mar. 20 h 30.

ESPACE JEMMAPPES (48-34-01-59). Arlequin serviteur de deux maîtres : 21 h. Rel. dim. scor, lun.

ESPACE MARAIS (48-04-01-55). Mariage forcé : 18 h. Rel. dim., lun. L'île des esclaves : 19 h ; dim. 15 h. Rel. dim. scor, lun. Danse avec les fous : ven., 21 h ; sam. 23 h ; dim. 19 h. Feu la mère du marié : ven., 20 h 30 ; dim. 19 h. Le Miroir de Figaro : dim. 18 h. La Mouette : sam. 21 h.

ESPACE PROCHÉANT (42-52-81-10). Deux aboisés-87 : 20 h 30. Rel. dim. scor, lun.

ESPION (42-52-81-10). Les 44-46-42-3. Sella i. Quand fera-t-il jour? : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. scor, lun. Le Macédonien t'été : lun., mar., mer., jeu.

SPECTACLE

(Les jours de première et de relâche entre parenthèses.)

DIS-MOI QUE TU M'AIMES. Théâtre du Néale (48-34-01-04) (dim., lun. 22 h).

JE ME BAISSE. Bateau-marin, Cuirin (40-51-84-23), mar., jeu., ven., sam. 19 h et dim. 17 h (2).

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD. Cuirin Cuirin (49-50-81-40), mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 17 h 30 (2).

MARCELYN D'ANNE CADEAU DE NOËL. Cuirin (47-42-28-49), mar. et sam. 14 h 30 (2).

NEGROPOULAIN. Au bec fin (42-96-29-36), mar., jeu., ven. 23 h (2).

LES PEUPLES D'ETREHET. I. Forum (48-44-57-34) (dim.), 22 h (2).

BAUTE, MARQUIS! Théâtre du Néale (48-34-01-04) (dim., lun. 22 h).

BO-GO! (dim. scor, lun.) 11 h ; dim. 18 h (2).

ATTENTION HAUTE TENSION. Théâtre Jacques-Cœurvaud (45-61-10-41), mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h (2).

DON JUAN D'ORIGINE. Café de la danse (40-28-28-68) (dim.), 20 h 30 (3).

EDWIGUE FEUILLEUSE EN SCÈNE. Cuirin (49-50-81-40), mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 (2).

MADAME MARGUERITE. Monsieng-Orge (47-42-28-49) (89-04-13-70), 21 h ; dim. 18 h 18 (2).

MARGEL ET ROGER. Cuirin (47-42-28-49), mar., jeu., ven., sam. 22 h (2).

LE PLEUR-MISÈRE. Cuirin (45-58-81-54) (mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h 45 (2)).

LA SERVANTE UN AMOUR. Le Néale (48-34-01-04), ven., sam., mar., mer. et jeu. h h h (2).

IL VENIN DES HISTOIRES. Cité Jeanne d'Arc (45-58-81-54) (mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h 45 (2)).

CHÉRIE, EPOUSE-MOI. Movies (74-14-22), sam., 17 h et lun. 21 h (2).

POUCETTE. Confidences (40-24-70-49) (mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 18 h 45 (2)).

LA SERPENTE. L'AMOROSA. Cuirin (40-15-00-15), mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 (2).

LE SYSTÈME RIBAUDER. Corbevoise (Centre culturel) (43-23-63-52), sam., grande Halle de LA VILLETTE (40-03-39-03), Les Pieds dans l'eau : 21 h ; sam. 17 h. Rel. dim. scor, lun.

GUICHET - MONTPARNASSE (42-22-98-61). Dîner de nuit : 18 h 30. Le Rire ardent du belouga : 22 h 15. Rel. dim. Amours en pièces : mar., mer., jeu. 20 h 30. Le Pointeur : ven., sam. (dim. 20 h 30). Trois minutes pour s'écouter : 20 h 30.

GUY-MARIE - MARIE-BELL (42-46-78-79). 20 h 10 h : sam. 17 h. Rel. dim., lun.

HEBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole des femmes : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. scor, lun.

HUCHETTE (43-28-38-99). Le Cantacrisse : 18 h 30. Rel. dim. La Lutte : 20 h 30. Rel. L'autre sur la Butte : 21 h 30. Rel. scor, lun.

LUIGNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du *mercredi* (daté *jeudi*).

Théâtre noir. Le Petit Prince : 19 h 45.
dim. 1. Les deux dictateurs : 20 h 30.
Rel. dim. Douce : 21 h 30. Rel. dim.
Théâtre rouge. Voici le temps des
assassins : 19 h 30. Rel. dim. Les Pous-
sins : 20 h 30. Rel. dim. Tout ve-
nien, 21 h 30. Rel. dim. 21 h 30. Rel. dim.
MADELEINE (42-65-07-03), ven.,
samedi : 19 h 30. Rel. dim.
**MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE
DU FORUM ■■■ HALLES)**
(42-36-27-53). L'Encheûtre
poussaints à ven., s. 19 h 30 : dim.
19 h 30. Rel. dim.
MARAIS (42-78-03-53), L'Ecole
des poètes : 21 h. Rel. dim.
MARIE STUART (45-08-17-03), Des
m. le nuit., : ven., s. 19 h 30.
s. 19 h 30. Rel. dim. 19 h 30.
16 h. La Reine Marie Stuart : dim. 19 h 30.
19 h 30. Savage Love (anglais-français) :
jeu., ven. ■ 15.
MARGIN (42-56-04-41), Suite royale :
jeu., ven. ■ 15.
MATHURINS (42-65-90-30), dim.
15 h. Rel. dim. soir., lun.
MATHURINS (PETITS)
Noces du Noblet : 19 h 30. Rel. dim.,

SPECTACLES NOUVEAUX

LA CRISSE... DE L'ÂRE. Movies (42-74-14-23), dim. 14 h (8).
W COMME GOMBROWICZ. (40-78-50-00), dim. 17 h, lun., mar., mer. et jeu. 20 h 30 (8).
JOHN SILVER, THE PIRATE. Théâtre de la Ville (40-56-67-59), lun. 20 h 05 30 14 h (8).
LE MACHINISTE TÊTU. Essai de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun., 20 h 30; dim. 16 h (7)).
PARKING SAUVAGE. Théâtre Tréville (40-56-67-59), dim. 14 h (8).
LE SECRET DU VENT. Aulnay-sous-Bois (Espace Jacques-Prévert) (48-98-00-22), lun., mar., mer. et jeu. 10 h 14 h 30 (7).
LE ELEPHANT MAN. Théâtre du Centre (40-56-67-59), dim. 14 h 30 (7).
TROIS MINUTES POUR EXISTER. Guichet Montparnasse (42-72-88-81), lun., mar., mer. et jeu. 20 h (7).
AMOURS EN PIÈCES. Guichet Montparnasse (42-72-88-81) (dim., lun., mar., mer. et jeu. 20 h (8)).
LA CANTATRICE CHAUVÉ. Malakoff (Théâtre 71) (46-55-43-45), lun., mar., 20 h et jeu. 11 h (8).
LA CONTREBASSE. Guichet Montparnasse (43-22-16-18) (dim. soir, lun., mar., mer. et jeu. 20 h (8)).
CONVERSATION EN SICILE. Théâtre du Rond-Point (Espace-Barreau) (42-56-60-70), dim. soir, lun., mar., mer. et jeu. 17 h (8).
DEUX SIÈCLES D'AMOUR. Roseauville (42-71-30-20) (dim.).
MADAMEISSELLE JAIRE. Centre Mandapa (45-99-01-01), mar., mer. et jeu. 20 h 30 (8).
MAR/MOTS. Resound D (42-71-26-18), lun., mar., mer. et jeu. 20 h 30 (8).
LES MARIONNETTES SUR LE DU VIETNAM. (Le Théâtre de l'Arène) (84-38-99-11), mar. 14 h 30 (8).
SEX, SEX AND SPORT. Centre Mandapa (42-272-56-81), mar. 14 h 30 (8).
LES LITS. Centre Mandapa (45-98-81-54) (mar., dim. soir, 21h; 17 h (8)).
LE VOYAGE À ROME. Centre Mandapa (Théâtre du Campagnol) (84-98-72-31) (dim., mar., 21h; dim. 17 h (8)).

Marchand de rêves : 21 h ; dim. 18 h.
MICHEL (42-65-35-02). ■ ■ ■ ■ ■
 21 h ; dim. 18 h. **Rea. dim. soir, lun.**
MICHODIÈRE (47-42-95-22). La P...
 l'oreille : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim.
 18 h.
MOGADOR (48-70-04-04). Les Ba...
 rêves : 20 h 30 ; mer., sam. dim. 15 h.
Rea. dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (43-22-77-74).
 21 h 15 ; dim. 18 h 30 ; sam. 17 h 15.
 21 h 15 ; dim. 18 h 30 30.
MONTPARNASSE (PETIT)
 (43-22-77-30). La Traversée : 21 h ;
 dim. 18 h. **Rea. dim. soir, lun.**
MUSÉE D'ART MODERNE
COGNACQ-JAY
 (47-27-07-21). Les Rivaux d'eux-
 mêmes : 19 h 30 ; mer., jeu., dim.
 15 h 30 ; jeu., ven. sam. 20 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD
 (47-27-14-59). Les Fous du monde
 (L'œuvre de La Fontaine : ven., sam.
 20 h 30).
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Les
 Jumeaux : 20 h 30 ; sam. 18 h, 21 h ;
 dim. 18 h 30. **Rea. dim. soir, lun.**
L'ŒUVRE (49-74-42-52). Les Dimanches
 de M. Riley : 20 h 45 ; dim. 15 h. **Rea.**
dim. soir, lun.
OLYMPIA (47-42-25-48). Guy Bedos et
 Martial Ray : 19 h 30, 20 h 30. **Rea. dim.**
soir, lun. **Le Grand Jeu** (Cadeau de Noël : mer.,
 sam. 14 h 30).
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00).
 ■ ■ ■ ■ ■ **Faust** : ven. ■ 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE
SALLE) (42-02-27-17). ■ ■ ■ ■ ■
 20 h 30 ; dim. 18 h 30. **Rea. dim.**
soir, lun.
PALAIS DES GLACES (PETITE
SALLE) (48-03-11-38). Bud ■ ■ ■ ■ ■
 To'us vu quand t'es lié : 18 h. ■ ■ ■ ■ ■
dim., lun.

[illegible]

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉÂTRE FIRMING-GÉ...
(48-66-02-74). Une
... le bout de la langue : ven.
21 h.

BERGERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA
COMMUNE) (48-34-67-67).
des mères ; les Acteurs au bonne fol
ven., sam., mar., mer. (dernière)
... dim. 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE
ZINGARO) (48-59-79-98). Opéra
équestre ; jeu., ven. 18 h 30.
h 30 ; dim. 17 h 30.

AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES
PREVÉRT) (48-58-00-22).
Nouk ; jeu., sam., mar., mer. 21 h.
15 h. La ... du vent ; lun.
mar., mer., jeu. (dernière) 10 h, 14 h 30.

BÉGINNY-SUR-ORGE (ESPACE
JULES-VERNE) (80-84-40-72). L'É...
... h 30.

CELLE-SAINT-CLOUD (THÉÂTRE)
(30-78-10-70). ... : ven.
21 h.

CERGY-PONTOISE (THÉÂTRE)
... à Paris (30-78-33). Iphigénie : ven.,
... 10 h. Un ... au sein du
monde ; mar. 18 h.

HATENAY-MALABRY (THÉÂTRE DE
L'ÉCOLE CENTRALE)
(48-83-73-30). Le Misanthrope : ven.
21 h. ... jeu. (dernière) 20 h 30.
dim. 18 h 30.

CHATILLON (THÉÂTRE)
(48-87-22-11). La Fol, l'amour, l'aspi-
ration : ven., sam., lun., mer., jeu. (der-
nière) 20 h 30. ... 20 h 30.

CHÉLLE (THÉÂTRE) (80-08-58-00).
Ariéquin ... : dim. 21 h.
15 h. Plaine Feux : sam. 21 h : dim.
18 h 30.

CLAMART (CENTRE CULTUREL
JEAN-ARP) (48-46-11-87). Les
Rochers : lun., ... 20 h 30.

CLAMART (THÉÂTRE DES
ROCHERS) Les Dix Petits Nègres : sam.
21 h : dim. 18 h.

CLICHY (PETIT THÉÂTRE)
(48-87-12-72). Perronne ne bouge...
... 18 h 30. ... lun., ... jeu.
(dernière) 20 h 4 h.

COLOMBES (THÉÂTRE DU PEUPLE
NOIR) (47-75-94-00). ... : ven.
20 h 30 ; dim. ... 16 h 15.

COMBS-LA-VILLE (LE THÉÂTRE)
(48-83-63-32). ... : ven.
21 h. ... : sam. 20 h 45. Marion-
... sur ou ... : mar., mer.
20 h.

CORREIL-ESSONNES (THÉÂTRE DU
CAMPAGNOL) (84-96-72-81).
... : ven., sam., mar., mer. 21 h.
COURBOIS (CENTRE CULTUREL)
(43-33-63-52). ... Système ...
... : ven. 18 h 30 ; sam., lun. 20 h 45 ;
dim. ... 18 h 30.

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS)
(48-85-18-90). ... : ven.
21 h. ... : mar., ven. ... 20 h 30.
dim. 18 h 30.

ELANCOURT (LE POLLEN)
(30-82-82-81). Lettres à un jeune
homme : ven., sam., mar., mer. 21 h.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU
CASINO) (34-12-94-94). ...
Le Grand Orchestre du Splendide : ...
20 h 30.

ERAGNY (THÉÂTRE DE L'USINE)
(48-54-04-57). ... : ven.
21 h. ... : lun. (dernière) 14 h ;
ven., lun. 10 h. ... h 30 ; dim.
15 h.

FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JACQUES
QUES-BREIL) (48-75-44-88).
... : ven., sam., mar., mer. 21 h.

GENNEVILLE (THÉÂTRE)
(47-83-28-30). ... : jeu.,
20 h 30. L'Imprévu : Versailles ;
... : mar., ...
... 30 ; dim. 17 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71)
(48-45-43-48). La ... : ven.
20 h 30. ... : mar., mer. 20 h 30.

JOYEUX (SALLE MARCEL LA ROUNDE)
(80-80-62-83). ...
... : ven. 14 h 45. ... l'indignation :
... h 45.

LENTREUIL (TJS) (48-59-93-93).
15 h ; sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLE-
QUIN) (89-04-13-70). ... : mar-
guite ; jeu. 21 h ; dim. 16 h 30.

MORSANG-SUR-ORGE (SALLE CHORUS)
(42-38-38-52). ... : ven.
20 h 30. ... 17 h 30.
sam. h h sur 17 h 30. dim. 10 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTI-
QUE) (48-24-03-83). ... : Inconscience :
mar., jeu., ven., sam. 20 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE
SAINT-PIERRE) (48-53-60-00). Le
Médecin malgré lui : lun., mar. 14 h.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET)
(48-92-39-28). Gruguu ou Quand le
... empoisonne le chien : ven. 21 h.

POISSY (THÉÂTRE MUNICIPAL)
(39-85-56-40). Oh ! beaux jours :
mar. 20 h 30.

ROSNY-SOUS-BOIS (ESPACE
GEORGES-SIMENON) (49-35-38-88).
Ma Colette : ven. h 45.

RUEIL-MALMAISON (THÉÂTRE
DE LA MALMAISON) (47-32-24-42).
Tarzulle : ... 20 h.

SAINT-CLOUD (CENTRE CULTUREL
DES TROIS-PIERROTS)
(48-02-74-44). Le Reine morte : ven.
h h.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE) (42-43-00-59). **■** 14 h. **■** 19 h. **■** 20 h 45. **■** dim. 17 h. Exécutoire : saï. (danièle) **■** 19 h.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-DUMAS) (90-87-07-77). **■** Le bon du duc de Bragança : **■** mar., mer. 20 h 45.

SAINT-MAUR (THÉÂTRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-89-10). **■** : dim. 15 h.

SARTROUVILLE (THÉÂTRE) (39-14-23-77). **■** 19 h. **■** Le Marny : 16 h.

SÈVRES (ISL DE SÈVRES) (45-34-28-28). **■** Le Tartuffe : ven. : 19 h.

SEVRES (THÉÂTRE JEAN-VILAR) (46-97-98-10). **■** Farces : **■** 21 h. Les Nez : **■** Cinq : **■** en cirque : minusc. : ven. 21 h.

TRAPPES (LA MERISE) (30-62-64-38). **■** 20 h 30.

VAL D'AUGE (THÉÂTRE ANTONIN) (49-63-70-50). **■** Buf. planètes : **■** 21 h.

LES ULIS (CENTRE BORIS-VIAN) (69-07-68-53). **■** Buf. planètes : ven. : 21 h.

LE VÉSINET (CENTRE) (91-76-52-75). **■** Ne et (91-76-52-75). **■** 21 h.

VILLEBON (CENTRE CULTUREL JACQUES-BRETEL) (60-14-46-74). **■** Confu : ven. : 21 h.

VINCENNES (THÉÂTRE PAUL S. RANO) (43-74-73-74). **■** Un misanthrope : ven. 17 h., mer. : 19 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
VENDREDI

Du burlesque à la **musique** : les Policiers du village (1913), Charlot et Perry **le** ring (1914), Charlot policman, **Charles** Chaplin, Frigo démangeur **11**, Keystone Hotel (1935), 18 **h** 30 ; Jerry, **soit** double (1984, v.o. s.t.f.), de Jerry Lewis, **11** h.

IMAGE DE TITRE
(47-04-24-24)

VENDREDI

CENTRE
GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE 11-15-17-18

VENDREDI

Cinéma : la M... au ...
(1952, v.o. s.t.f.), de Luis Buñuel,
14 h 30 ; El Diablo y la dama (1955,
v.o. s.t.f.), d'Arle Zúñiga, 17 h 30 ;
Les Femmes d'Alger (1981, v.o. s.t.f.), de Jean Hum-

BIBLIOTHÈQUE DE PARIS

**2. Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Paris 1^{er} arr.**

VENREDI

I love Paris, Paris vu par les Américains (1930-1932, v.o., juillet 1963), **14 juillet** : Universal
folies (1963, v.o.), **14 juillet** : **Le Grand**
Quatre (1930 : **Le bal de nuit** : **La Mode**
et la nuit (1939, v.o.), **14 juillet** : **Le Herblin**
16 h 30 : **Paris printanier** : **Paris au prin-**
temps (1939), **Avril** : **1952** (v.o.)
David (1939), **14 h 30** : **Haute Cou-**
ture : **le Business et la Mode** (1962)
Poul Séban, la fille à la casquette (1963,
v.o.)

LES EXCLUSIVITÉS

ANTIGONE (Fr.-all., v.o.) : Epée 5
(43-37-57-47).

LA  **LES PAPIERONS** (Fr.) :
14  Luxembourg, 6 (43-38-37-77);
14  Balzac, 5
(45-51-10-80); 14  Juliette 11;
(43-57-90-81).

DIEMBÉFOLA (Fr.-général) : Les Trois
Luxembourg, 6 (46-33-87-7).

EDWARD II (Brit., v.o.) : Logos
(43-64-34-24); Elysées Lincoln,
(43-69-36-14); Sept Parmissians, 14
(43-30-32-20).

ET LA VIE CONTINUE (français, v.o.) :

IN THE SOUP (A.L.) : Images d'ail-
leurs, 4 (45-47-18-08); L'Entrepré, 14
(45-43-41-63).

LE JOUR DE LA FULGURE (Sov., v.o.) :
Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

NUITS FAUCES (Fr.) :
14  (42-60-32-12);
Opéra, 6 (47-42-60-33); 14
Odeon, 6 (43-58-59-83); Gaumont
Margarin-Concorde, 8 (45-59-82-82);
Gaumont, 14  (45-59-82-82);
Gaumont  (ex Favourite), 13;
(47-07-55-58); Gaumont Parnasse, 14
(43-35-30-40); Gaumont Alsia, 14;
14  Juliette Supplément,
15 (45-75-79-79); Wepler II,
15 (45-22-47-94); La Gambetta, 20
(43-36-10-96); 71-44).

LE PETIT PRINCE (Fr.) : DIT (Fr.) :
14  (43-36-10-96);
Beaubourg, 6 (42-71-82-38);
Hautefeuille, 14 (46-33-79-38); Gaumont
Champs-Elysées, 8;
(43-59-04-07); Gaumont Gobelins
14  (43-59-04-07); Gaumont
14  (36-65-75-14); Gaumont
Montparnasse, 15 (66-65-70-38); Gaumont
Convention, 15 (48-28-42-27);
Wepler II, 18 (45-22-47-94); La
Gambetta, 20 (43-36-10-96).

SIMPLE MEN (A.L., v.o.) : Saint-André
des Arts II, 6 (43-28-30-37); Elysées
Lincoln, 8 (43-59-88-81); La Bastille,
11 (43-07-48-80).

Une justice démocratique

Passé l'heure limite de dépôt des candidatures aux prud'hommes, mercredi 4 novembre, les membres du traditionnel marathon des organisations nationales et syndicales ont vu des présidents de sections de candidats complètes (1) se réparties sur le plus grand nombre possible de sections (2). 271 candidats de prud'hommes soumis à renouvellement, les conditions d'éligibilité (3) minimum (2), la constitution des prud'hommes relève de l'autonomie du comité de force. D'autant plus que les grands syndicats se sont efforcés tant bien que mal de leur compétence en représentativité des candidats placés en position d'attribution.

Critique du syndicalisme, dégradation de la situation de l'emploi, ~~difficultés~~ pour les structures interprofessionnelles, manque de disponibilité des employeurs comme des salariés, ~~maîtrise~~ de ~~la~~ prudence ne correspondant ~~plus~~ à la nature du bassin d'emploi : les raisons ~~interne~~ ~~aux~~ par les syndicats que par le patronat pour justifier les difficultés ren-

Depuis leur création au XIX^e siècle, les comités des prud'hommes travaillent avec le patronat du travail. Le principe de cette institution a été posé dans la loi du 11 mai 1901 qui, en réponse à une demande des marchands lyonnais, a fondé le premier conseil des prud'hommes entre Rhône et Saône. Composée en majorité de fabricants, cette nouvelle instance disciplinaire est chargée d'apaiser, par la conciliation, les conflits survenant entre patrons et ouvriers.

[illegible]

difficultés ne sont, de l'avis de tous, pas supérieures à celles rencontrées en 1987. En charge de ce recrutement, les unions locales sont les plus fortement mobilisées, avec un énorme travail de persuasion. « Au niveau national, deux personnes s'y consacrent à temps plein tandis que l'équipe de recrutement est occupée une partie de la semaine », précise M. Gérard Catta (CFDT).

[illegible]

Jusqu'à présent, les élections du 9 décembre n'ont guère d'elles. Pourtant, ce scrutin comptait près de 14,5 millions plus de 709 000 petrons, quelques millions de entrepreneurs privé et de chômeurs indemnisés, pour cinq millions, 14 648 tentant à parts égales employeurs) qui siègeront dans les 27 prud'hommes. Chargés d'examiner en moyenne, 200 000 conflits, dont 40 000 référés, ces de plus en plus souvent cadrent.

les candidatures émanant de retraités, forcément plus disponibles, par celles de professionnels, la plupart souvent déjà détenteurs d'un mandat électif dans l'entreprise. Ce qui suppose, toutefois, que l'employeur accepte de laisser à son salarié élu la disponibilité relative à l'exercice de son mandat.

Autre qualité : les **syndicats** par M. Lam, la capacité à **appréhender la stratégie judiciaire** de leur organisation syndicale, la mesure où, observent-ils, **le droit n'est pas neutre**. Or, **il est plus facile, constate-t-il, de former un bon militant qu'un bon juriste**. Tant il est vrai que le niveau de formation actuel des juristes n'est pas le même que celui des **syndicats** notoirement **mal informés**. Aucun dispositif n'est, en effet, prévu en vue de l'élection, **même** que ces nouveaux **syndicats** seront **à dire la loi** de la **installation** de la **mi-janvier**.

En réponse à cette question, le **Conseil supérieur de la prud'homie**

vient au gouvernement
 rendre obligatoire le suivi d'un
 formation initiale pour les
 nouveaux qui
 devraient charge par
 l'Etat, à, pour sa part, renchéris-
 se. Dominique de la Garanderie,
 présidente de la Commission
 sociale du Bureau de Paris,
 d'une organisée, fin sep-
 tembre, avec l'Association jour-
 nalistes de l'information sociale
 (AJS), attendent les syndicats
 « brichés » de la région.
 Les journées de sensibilisation de
 leur candidats dignes, voire en
 leur en plus, comme à
 la CFDT, ont guido pratique-
 ment exhaustif sur leur future activité.
 De leur côté organisations
 d'employeurs qui
 éprouvent pour trou-
 ver volontés afin de
 sembler les 7 323 candidats
 contentent, le
 CNPF, d'exiger de la part de leurs
 candidats qu'ils prennent l'en-

Si tous les conseillers ont profité, en vertu de la loi du 6 mai 1982, à six semaines de la formation par mandat, cela paraît être très utile aussi pour appréhender la jurisprudence prud'homale. Outre la tenue des sessions, celles-ci présentent le double inconvénient, estime M. André Joulin, membre de la commission sociale du barreau de Paris, d'être facultatives d'intérêt inégal, puisque la discrétion des syndicats dans le choix des moyens. Sans compter que la loi interdit aux élus salariés de prendre plus de quinze jours de congé par an.

Pour l'efficacité, la formation devrait être largement outillée, ce qui implique la rupture du contrat de travail, considère M. Lam. Ainsi, selon lui, « les ouvriers, employés, techniciens... les collégiens... les étudiants... toujours les techniciens d'administration... les techniciens... les techniciens... les techniciens... au sein des entreprises juridiques... Autre domaine à maîtriser, le conseil des prud'hommes a, depuis 1986, compétence en matière de licenciement économique... de savoir lire... d'entreprendre... parler le droit communautaire européen, que les conseillers risquent de se voir retirer... souvent... Autant de domaines qui nécessitent l'instauration d'une « veille » juridique... »

(1) C'est-à-dire comportant un nombre d'inscrits au maximum, au double de celui des clubs à pourvoir.

(2) Il suffit d'être âgé de vingt et un ans et plus et d'être inscrit sur les listes électorales prudenomales. Les candidats retraités doivent avoir cessé leur activité professionnelle 15 ans.

Comme

1980

Dégradation de l'emploi oblige, la moitié des affaires traitées par les conseils de prud'hommes sont liées à des contentieux liés à la rupture du contrat de travail. En 1990, 36,4 % des recours - sur un total de 193 777 - portaient sur la résiliation d'un licenciement déclaré défectueux d'intérêt pour rupture du contrat. Toutefois, les types d'affaires examinées par les conseils de prud'hommes évoluent au fil des années. Les contentieux impliquant de plus en plus souvent des cadres, qui sont parfois confrontés à des litiges dont la loi n'a pas toujours prévu l'apparition.

En 1991, 24 537 nouvelles admissions ont été effectuées, appartenant à l'encadrement qui a été recensé alors que, en 1987, on en comptait 17 590, soit une hausse de 39,5 % en quatre ans. Pourtant, durant la même période, le nombre d'affaires, regroupées en catégories, a fondraient, passant de 1 % à Nanterre, les cadres représentent à peine quelque 40 % de l'activité de la section prénormale. Selon une étude réalisée par l'Union française des ingénieurs et techniciens (UFI-PT) de l'union départementale de la F. de la région parisienne, l'âge moyen des cadres parisiens lors d'un litige ne s'élève qu'à 45,5 ans en 1987 et 43,2 en 1991.

Les syndicats s'inquiètent surtout d'une dégradation des motifs « subjectifs » de licenciement des cadres. Un phénomène qu'ils estiment lié à la conjoncture économique, mais également à l'inadaptation croissante de la législation aux nouvelles formes d'organisation du travail. Ainsi fleurissent les licenciements à un licenciement pour « perte de confiance » ou

t voter

« non-réalisation d'objets », un nombre important de lettres se trouvent « en concurrence » avec les lettres « non-concurrence qui leur répondent, pendant une période généralement assez longue, et qui concourent ou « une entreprise concourante ou » simplement au même succès ». L'application d'une clause « non-concurrence jugée abusive » représente, selon FO, que 2 % du total des recours examinés par le conseil de prud'hommes. Mais, d'autre part, la jurisprudence permet d'interpréter de façon favorable dans un sens plutôt favorable pour les salariés, ces contentieux risquent de multiplier, à moins que les pouvoirs publics ne parviennent à les limiter.

Les procédures d'appel interviennent à la suite de premiers jugements de première instance. La procédure d'appel est la plus utilisée, mais, pour les autres affaires, les procédures de première instance sont plus nombreuses que dans 12 autres pays. Dans l'ensemble, le cours d'appel consacre 10 % de leur activité à arbitrer 100 000 litiges prud'homaux chaque année. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, les réformes légis-

Dans ces dernières années n'ont
 guère pu sur l'activité des tribu-
 naux du travail. La justice (1),
 en 1982, a rendu 12.000 arrêts
 sur des conseils de prud'hommes en
 droit disciplinaire, ou
 en décembre 1986, suppri-
 mant l'autorisation
 sur les licenciements, n'ont pas
 entraîné de recours supplémen-
 taires. En 1986, 10,5 % des recours
 pour remettre en cause une sanc-
 tion disciplinaire ne dépassent pas
 0,9 % des affaires, et la contesta-
 tion du caractère économique d'un
 licenciement ne pèse pas pour plus
 que 7,7 % que la rupture
 de la rupture même du contrat
 de travail représente, elle seule,
 40 % des affaires en justice.

L'autre grande catégorie ■
conflits individuels recouvre ■
demandes de paiement d'un ■
ment de rémunération (plus de ■
61 000 affaires ■ 1990), soit ■
31,8 % de l'activité ■ pru- ■
d'hommes. ■ l'on intègre les procé- ■
dures de ■ le total de ces ■
affaires ■ rémunération ■ 000) ■
dépasse le nombre ■ ■
contestant ■ rupture d'un ■
de travail (70 700).

Enfin, la juridiction prud'ho-
cale peut être saisie par chacune
des parties, elle est majori-
tairement saisie par les
98 % des recours; surtout le
secteur du commerce, qui totalise
36 % des procédures.

(1) *Infostat Justice*, n° 27, janvier 1992.

	1987		1982		1979	
	Voice	%	Voice	%	Voice	%
Inscrits.....	12 000 927		10 411 411		12 323 163	
Abstentions.....	6 624 573	54,05	5 608 077	41,39	5 338 763	42,41
Exprimés.....	5 413 329	44,18	7 642 171	56,41	7 517 156	60,21
CGT.....	1 968 359	36,34	2 813 458	36,81	3 188 036	42,41
CFDT.....	1 248 841	23,05	1 796 641	23,50	1 737 383	23,11
FO.....	1 116 176	20,69	1 329 126	17,78	1 313 309	17,47
CFC.....	449 690	8,30	647 169	8,46	523 259	6,96
CPE-CCG.....	402 747	7,43	737 064	9,64	390 933	5,20
CSL.....	124 490	2,29	130 874	1,71	192 860	2,56
FSMO (1).....	56 413	1,04	84 388	1,10	78 488	1,04
UFT (2).....	11 408	0,21	17 343	0,22	10 294	0,13
CAT (3).....	3 862	0,07	—	—	—	—
Divers.....	30 003	0,73	56 094	0,73	82 559	1,09

(1) Union française du travail (non 2 syndiqués). (2) Fédération générale des syndicats d'ouvriers agricoles. (3) Confédération autonome du travail.

Sont électeurs, au scrutin
d'hier du 9 décembre, tous les
salariés, à l'exception des fonc-
tionnaires, - français ou étran-
gers, - ainsi que les employeurs
■ ■ ■ demandeurs d'emploi
indemnisés par l'UNEDIC, inscrits
sur la liste électorale de la mairie
de leur domicile. ■ ■ ■ Les
formalités d'inscription sur la
liste ont dû être remplies au pri-
mtemps par les employeurs ou sur
la base des fichiers de l'UNEDIC.
Le vote par correspondance est
autorisé dans certains cas (travail
de nuit, congés, ■ ■ ■ natio-
nal...), mais il fallait en avoir fait
la demande avant le 27 novembre
à la mairie participant. ■ ■ ■
devaient recevoir à leur domicile,
avant le 27 novembre, la ■ ■ ■
d'électeur mentionnant le collègue
(salariés ou employeurs) et la sec-
tion (industrie, commerce, agricul-

diverses) dont ils relèvent, au bureau de vote

Le jour du scrutin, les bureaux de vote, installés à proximité des lieux de travail, seront ouverts de 8 heures à 18 heures (voire 20 heures dans certaines grandes villes). L'employeur sera tenu de permettre à ses salariés de voter pendant leur temps de travail, cette absence ne pouvant pas leur être retenue de salaire.

Chaque électeur devra se munir de sa carte d'électeur ou de l'attestation d'inscription délivrée par sa mairie, et de sa carte d'identité ou, en son absence, permis de conduire, carte d'identité sociale), ou titre de séjour ou de résident pour les électeurs étrangers.

Enfin, la juridiction prud'ho-
cale peut être saisie par chacune
des parties, elle est majori-
tairement saisie par les
98 % des recours; surtout le
secteur du commerce, qui totalise
36 % des procédures.

(1) *Infostat Justice*, n° 27, janvier 1992.

ÉCONOMIE

BILLET

Les coordinations rentrent dans le jeu

Les coordinations interprofessionnelles, devenues les syndicats professionnels qui se sont constitués du 30 novembre au 2 décembre, à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), pour désigner les représentants aux comités administratifs paritaires (CAP) et aux comités techniques d'établissements (CTE) ont définitivement consacré ces troubles-fête à jeu syndical comme une institution à représenter au sein des comités traditionnels.

Autorisées, pour la première fois, à présenter des candidats au CAP, elles ont obtenu quelque 17 % des suffrages au sein du conseil d'administration de l'AP-HP.

Infirmerie du 1988, le CRC (Coordonner, Rassembler, Construire), les autres syndicats de l'AP-HP, ont obtenu 10,8 % des voix, ce qui les place au deuxième rang.

Ces scores reflètent un changement du paysage syndical, mais ne remettent pas en question la prédominance des organisations traditionnelles, ironie du sort, les coordinations ont finalement du même mal à leurs concurrents : l'émiettement.

La CGT, qui a obtenu 12 points en quatre ans et ne comptait plus que 36,3 % des suffrages. Quant à la CFDT (15,6 %), elle a perdu l'hémorragie mais perd 4,2 points. Force ouvrière (17,4 %) n'est pas mieux lotie en augmentant 4,6 points.

Le conseil d'administration de l'AP-HP n'est donc pas trop satisfait de leur engagement dans la politique contractuelle proposée par la direction de l'Assistance publique. En revanche, les protestataires de tous bords vont devoir attendre une sévère riposte, car probablement pas une autre offre d'emploi ne pourra plus guère se présenter aux organisations syndicales. Les syndicats traditionnels ont le jeu institutionnel.

La fin selon laquelle l'apparition de l'Assistance publique correspond à un lâchage de syndicalisme non satisfait semble donc confirmée. Mais il ne faut pas en tirer trop vite des conclusions.

V. D. et J.-M. M.

La France demande une renégociation de l'ensemble des sujets du GATT

Les ministres des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'agriculture des Douanes, vont se réunir lundi 7 décembre à Bruxelles, pour faire le point sur les négociations du GATT. A l'ordre du jour, la compatibilité de l'accord conclu par la Commission avec les États-Unis, avec la réforme de la PAC. Estimant que, dans le secteur agricole, plusieurs autres sujets doivent être traités, les ministres français ont décidé de déposer à Bruxelles un mémorandum exposant les enjeux et dangers des autres domaines de la négociation.

et il n'y a aucun doute que d'autres solutions pour la France que d'inciter la Commission, porte-parole des Douanes, à défendre avec fermeté les intérêts de la CEE dans les domaines encore en suspens.

Au premier rang de ceux-ci figure le droit de douane. Ici, les positions des Français sont considérées par les Américains comme inacceptables. L'idée générale est que les droits de douane existants et, surtout, à une diminution sensible des droits les plus élevés. On ne les a pas comptés.

Pics tarifaires

Les Américains refusent de réduire leurs «pics» tarifaires (150 droits américains, 11 % et 58 %, 30 pics japonais, 360 pics australiens, etc.) que le tarif multilatéral ne comporte plus de droits supérieurs à 22 %. La Commission insiste pour que les États-Unis réduisent ces pics dans plusieurs domaines importants pour les exportations : le textile, aussi la céramique, le cuir, les chaussures... Elle conteste la prétention américaine de laisser échapper au démantèlement tarifaire, les produits chimiques.

Les États-Unis ont proposé des réductions réciproques de droits (formule dite de «double zéro») dans des secteurs bien ciblés, ceux où ils sont les plus compétitifs. La Commission a accepté l'exception pour les produits pharmaceutiques et le matériel médical. Mais dans le cas de plusieurs produits sensibles (l'automobile, l'aluminium, la semiconducteurs, l'électronique grand public, le papier journal), elle rendra à l'exception les droits réduits qui, en fait, on les a déjà réduits, une protection à l'exportation.

En matière de mesures de protection non tarifaires, la Commission s'efforce, jusqu'à présent, d'obtenir de Washington l'abandon du régime de préférence nationale pour les produits publics défini par le «Buy American Act». Pour ces marchés, la Commission, outre qu'une éventuelle libéralisation du régime actuel par le gouvernement de Washington ne soit pas remise en cause par des obstacles institutionnels, autrement dit que les engagements qui seront pris au cadre du GATT s'appliquent, veut également que les administrateurs américains ne soient pas

trations fédérales, mais aussi aux États-Unis et aux collectivités locales. Trente États américains ont en effet obtenu le statut de libre-échange.

S'agissant des échanges de services, la France, dans une exportation mondiale, a un intérêt majeur à l'instauration de disciplines multilatérales. Celles-ci (traitement national, clause de la nation la plus favorisée, engagement de transparence) créent un cadre de protection minimum. Paris déplore que ne figure pas dans le projet (un nouvel Accord général sur le commerce et les services...) une clause dite de «statu quo» : les parties contractantes s'engagent à ne pas adopter des dispositions plus libérales de leur réglementation. A ne pas «délibéraliser», quelque chose. Une crainte qui n'est pas artificielle quand on voit, par exemple, les pays de l'ASEAN encourager l'installation de banques nationales de préférence à des établissements étrangers.

Des progrès dans les services

Ce nouvel accord général concernant les services ne vaudra, dans la pratique, que par ce qu'il aura pris en compte. Les négociateurs communautaires se montrent plutôt satisfaits des progrès récemment réalisés et considèrent qu'on devrait pouvoir parvenir à un compromis globalement satisfaisant. Ce sera notamment le cas des services financiers, où les négociateurs américains ont obtenu, pour le pays de l'OCDE (et donc les États-Unis) une consolidation de ses droits acquis, l'assurance (appréciable au Japon) de bénéficier du traitement national effectif, et même, dit-on, quelques améliorations. Les professionnels insistent toutefois sur la nécessité d'obtenir une offre plus substantielle des nouveaux pays industrialisés (NPI).

Les dispositions auxquelles on est parvenu en ce qui concerne les télécommunications, les transports aériens, les mouvements de main-d'œuvre, paraissent donner satis-

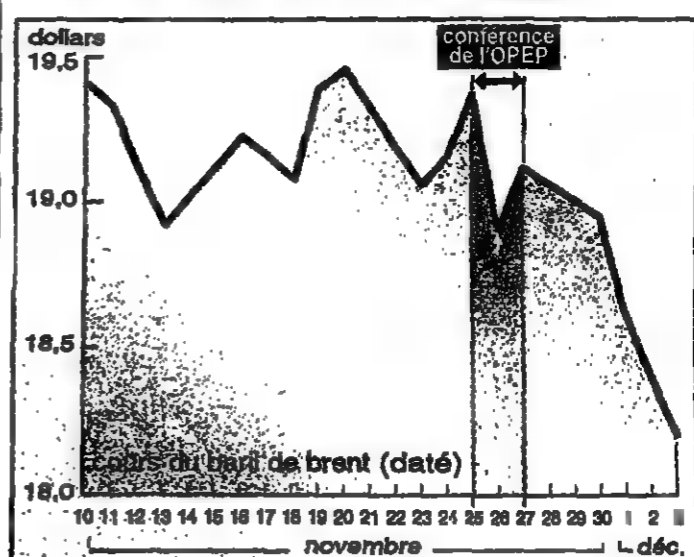
faction aux principaux protagonistes. En revanche, la négociation sur le transport maritime, dont on affirme à Bruxelles qu'elle progresse, est loin d'avoir encore abouti.

C'est davantage vrai encore de la négociation sur le transport aérien, où la Communauté s'oppose vivement aux États-Unis. Ces derniers, dont c'est le deuxième pays d'exportation, réclament une libéralisation des échanges de services.

et, de fait, le démantèlement de la directive européenne sur la «télévision frontalière». La CEE, qui défend une approche non économique du secteur, entend maintenir un système de quotas nationaux communautaires. Certains n'excluent pas que ce différend puisse susciter un vrai blocage.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Les cours du pétrole à nouveau à la baisse



Une semaine après la clôture de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les cours du brut accusent une baisse supérieure à 1 dollar. Les pays membres de l'OPEP, qui, après l'annonce d'une légère hausse de la production et la mise en place de quotas individuels, pronostiquaient une remontée des cours à 1 à 2 dollars. En fait, les opérateurs américains de l'OPEP ont engagé plus vite de réduire leur production. Des stocks élevés et une météo défavorable en Europe et en Amérique du Nord ont fait le reste.

Un Livre blanc sur les transports de la CEE

Bruxelles veut maîtriser le trafic routier

L'Europe des transports n'est pas pour demain. Et l'harmonisation des politiques différentes de la Communauté est à désirer. Longtemps, le rail a été considéré comme le «Etat dans l'Etat» des compagnies aériennes, symbolisant l'identité nationale, a souligné M. Van Miert, commissaire européen chargé des transports, à l'occasion de la présentation, à Paris, le jeudi 3 décembre, du Livre blanc sur le développement futur de la politique communautaire des transports.

«La saturation des infrastructures est croissante», a souligné M. Van Miert. La demande de transport routier, notamment le

trafic intracommunautaire, a connu ces cours de ces vingt dernières années une croissance quasi-ininterrompue (2,3 % par an pour les marchandises et 3,1 % pour les passagers). Le transport routier, qui représente aujourd'hui environ 70 % du trafic global, doit être mieux maîtrisé et il faut lutter contre le déséquilibre qui prévaut actuellement entre les différents modes de transports, a souligné le commissaire.

Comment ? Le Livre blanc préconise une répartition plus équitable des coûts et la prise en charge par les utilisateurs du transport routier des coûts liés à l'utilisation des infrastructures, y compris la pollution et les nuisances. La Commission s'exclut pas une fiscalité sous forme de péages ou de vignettes, en déplorant le recul des investissements de la part des États dans les infrastructures de transport. Leurs financements en la matière sont tombés à 1 % du PNB dans les années 80 et sont maintenant inférieurs à la demande. Le financement privé peut également contribuer au développement des infrastructures, souligne le Livre blanc.

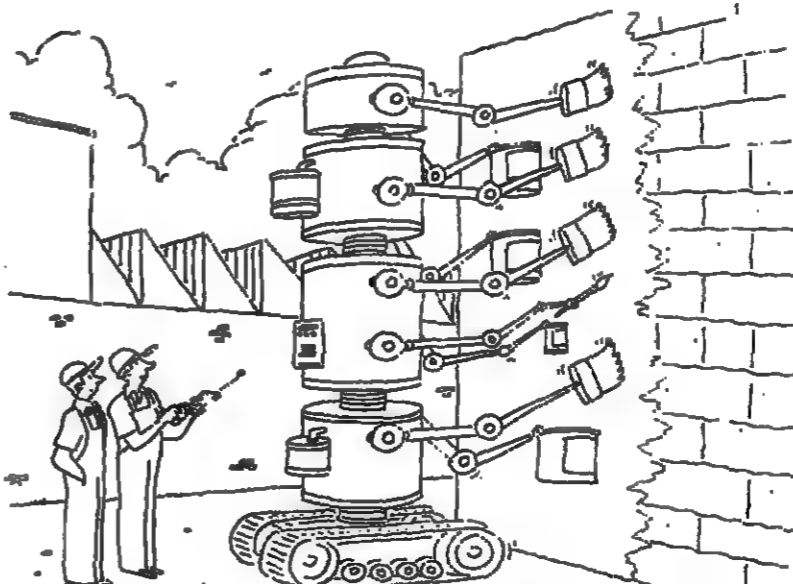
Pourquoi ne pas mieux utiliser également d'autres modes de transport que la route ? Le rail et la voie d'eau doivent être développés, de même que le transport combiné qui allie le chemin de fer et le camion. Il faut créer des réseaux trans-européens de transport, appliquer des normes techniques strictes en matière de pollution, renforcer la sécurité et ébaucher une politique sociale pour les travailleurs du transport. La sécurité reste un problème majeur de la CEE. On dénombre 11 000 tués chaque année sur les routes de la CEE.

M. L.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

- Produit intérieur brut (PIB) : - 0,5 % au troisième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a enregistré une baisse de 0,5 % au troisième trimestre, par rapport aux deux trimestres précédents, a annoncé l'Office fédéral des statistiques, jeudi 3 décembre. Au deuxième trimestre, le PIB avait diminué de 0,5 %. Le produit national brut (PNB), qui inclut les opérations à l'étranger, a enregistré une baisse de 1,5 % au troisième trimestre. Cependant, ce fait reculé s'explique pour une large part par le fait que le Luxembourg a vu ses revenus sur le capital.
- Production industrielle : - 2,2 % en octobre. La production industrielle a diminué de 2,2 % en octobre par rapport à septembre, et de 3,5 % par rapport à octobre 1991.
- Investissements industriels : - 6 % en 1992. L'industrie allemande a investi un peu plus de 100 milliards de deutschemarks (340 milliards de francs) cette année, soit un recul de 6 % en termes réels, selon une enquête de l'institut de conjoncture Ifo publié mardi 1er décembre. La faiblesse de la conjoncture mondiale et les généreuses subventions accordées par l'État ont contribué à réduire les projets d'investissement, surtout dans les petites entreprises. Pour 1993, l'Ifo prévoit une baisse de 7 % en termes réels.



DANS UN MONDE OÙ TOUT EST STANDARDISÉ, NOUS INVENTONS LE SUR-MESURE.

Le Réseau Eurisys conçoit et met en œuvre une solution dimensionnée à votre projet, quelle qu'en soit la nature. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique et maintenance, documentation, information, essais, assistance technique.



EURISYS
INGÉNIERIE ET SERVICES
C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.
15-15, PLACE GEORGES POMPIDOU, MONTIGNY-LEZ-BRETONNEUIL, SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX. Tél. 06 61 62

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La récession outre-Manche

Les services postaux britanniques et une firme d'armement annoncent 17 500 suppressions d'emplois

Les réductions d'effectifs, massives, de deux semaines, 10 000 suppressions d'emplois étaient annoncées, en une seule journée, par British Rail et la Bank of Scotland (le Monde du 21 novembre). Jeudi 11 décembre, ce « record » a été battu. Au moins 17 500 suppressions d'emplois ont été annoncées dans les services postaux et la défense.

Le Post Office (170 000 salariés) va supprimer 10 000 emplois dans sa division de distribution du courrier. Royal Mail, dont les capacités sont devenues excédentaires depuis que l'activité a été réduite par la récession.

De son côté, la compagnie d'armement et munitions Royal Ordnance, filiale de British Aerospace (BAe), explique que 10 000 sup-

primer 1 300 emplois sur un effectif de 7 500 salariés par une réduction des dépenses de la défense. Selon les représentants syndicaux, 15 % de la main-d'œuvre de Royal Ordnance ont été supprimés depuis 1987, de la privatisation du Royal Ordnance, en 1987, pour 190 millions de livres, à toujours rentable.

Enfin, selon des sources syndicales, Ford UK, la première automobile britannique, va préparer à supprimer 10 000 emplois, alors qu'il a déjà annoncé 1 000 suppressions en septembre. La veille, 10 000 emplois avaient été supprimés à Cammell Laird, près de Liverpool, l'un des plus anciens chantiers navals britanniques.

Respectant le « pacte de solidarité » en Allemagne

L'IG Metall accepte une augmentation salariale de 3,27 %

Le ralentissement marqué de l'activité économique et la hausse du chômage en Allemagne (6,9 % de la population active) semblent avoir contraint les syndicats à plus de modération dans les négociations salariales. Au nom des solidarités, les trois États fédérés (Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Basse-Saxe et Brême), un accord a été conclu, jeudi 3 décembre, entre le syndicat IG Metall (1 millions d'adhérents) et le patronat de la sidérurgie. Il prévoit une augmentation de 3,27 % sur dix-huit mois prenant effet en février 1993. Une progression des salaires qui reste modeste, mais qui suit la tendance des « cinq grands » qui avaient souhaité que les partenaires sociaux réalisent leurs revendications au début de l'inflation dans le

pays. Lors du précédent cycle de négociations, les augmentations de salaires avaient été de 5,4 % pour douze mois, à compter du 1^{er} avril 1992.

IG Metall a dû réviser à la hausse sa revendication initiale d'une hausse de 7,5 % sur douze mois et le patronat a revu sa dernière proposition à 3 % de hausse. Qualifiant cet accord de « compromis supportable dans une période difficile », le négociateur IG Metall, M. Harald Schartau, a cependant rappelé que les nombreuses entreprises de la sidérurgie étaient contraintes au travail à plein temps et à la suppression d'emplois. Il a refusé de se voir confier le rôle de donneur d'exemple pour le « pacte de solidarité » préconisé par le chancelier allemand en 1993.

EN BRIEF

■ Menace de grève à Air France le 13 décembre. — Les syndicats du personnel au sol et une partie des navigants d'Air France ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 13 décembre. Les syndicats représentant le personnel navigant technique doivent pour leur part réunir leurs instances le 8 et 9 décembre et faire connaître à leur tour leur position définitive. Les quatorze syndicats de l'entreprise nationale qui ont organisé une grève générale le 23 novembre protestent contre les plans de rigueur et s'opposent à tout licenciement. Le syndicat Force ouvrière d'Air France indique un communiqué « que, le 18 décembre prochain, devront tenir des communistes partisans de licenciements dans l'ensemble des services de la compagnie ».

■ Les inspecteurs du travail. — A l'appel des syndicats STEFI-CFDT et CGT-SET de Paris, les inspecteurs et contrôleurs du travail ont fait grève le 2 décembre. Ils entendaient protester contre la façon dont ont été menées les opérations d'« coup de poing » dans le cadre de

la lutte contre le travail clandestin, qui seraient « contraires à leur déontologie » et portent atteinte à leur indépendance. Ce sont les méthodes policières qui ont été mises en œuvre, en présence de représentants de l'inspection du travail, les services de police emmenaient des salariés à la police. Opposés à ces pratiques, les inspecteurs du travail ont outre valorisé leur participation à ce type d'opération, « placée sous la responsabilité des préfets, appelée en droit les plus sérieuses réserves », car elle n'est pas compatible avec l'article 4 de la convention de l'Organisation internationale du travail.

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée le Journal officiel du vendredi 11 décembre 1992 :
UNE
— N° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des déconcentrés du ministère de l'Équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, par jugement du 27 mai 1992, a condamné M. Jean-Marie LE PEN à payer à M. Jean-Christophe CAMBADELIS la somme de 1 franc de dommages-intérêts pour avoir, le 26 janvier 1992, porté atteinte à l'honneur et à la considération. P.c.c. ■ ■ ■ ■ ■ TERQUEM avocat à la Cour

LE MONDE diplomatique

« MANIÈRE DE VOIR » N° 16

États-Unis, fin de siècle

100 pages - 42 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LOGEMENT

Présentant un plan d'action commun

M^{me} Lienemann et M. Cathala annoncent des mesures pour l'habitat des personnes âgées

Le ministre délégué chargé du logement et du cadre de vie, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, le secrétaire d'État à la famille, M. Laurent Cathala, ont présenté, lundi 14 novembre, un plan d'action commun pour améliorer les conditions de logement des personnes âgées.

Selon le recensement de 1990, la France compte plus de 8 millions de personnes de plus de soixante-cinq ans, dont un million plus de quatre-vingt-cinq ans. La plupart — 80 % — souhaitent vieillir chez elles. Or, sur les 1 millions de plus de soixante-cinq ans vivant dans un logement privé, 1 millions ne bénéficient pas du confort nécessaire. Les logements sociaux abritent aujourd'hui un million de retraités, mais sont loin d'être adaptés à cette nouvelle population.

Les mesures annoncées comprennent un relèvement de la subvention PALULOS, accordée pour l'amélioration des logements locatifs à occupation sociale, qui passera de 10 % à 30 % (sous plafond). Lorsque le maintien à domicile n'est pas possible, M. Cathala entend favoriser au moins le maintien de l'environnement de la personne âgée à l'aide de formules alter-

natives au logement collectif individuel traditionnel fleurissant depuis plusieurs années. Une opération de réhabilitation d'habitat intégré devrait faire l'objet d'une loi d'orientation prioritaire inscrite dans la circulaire de programmation 1993. Les opérations de réhabilitation s'inscrivent dans les programmes d'habitat neuf, soit dans le cadre des programmes de réhabilitation HLM.

Se préoccupant aussi de la charge financière qui pèse sur les personnes âgées dépendantes (ou leur famille), M. Cathala a annoncé qu'il allait incessamment proposer un dégrèvement de l'attribution de l'allocation logement sociale. Le ministre souhaite que cette allocation attribuable, depuis la loi de janvier 1990, aux personnes hébergées en long séjour soit également versée aux pensionnaires des maisons de retraite.

En 1993, 10 000 logements HLM devraient être l'objet d'une expérimentation de domiciliation pour les personnes âgées. Cette expérimentation consiste essentiellement à équiper les logements d'appareils permettant une meilleure sécurité de leurs occupants.

CHRISTIANE CHOMBEAU

SOCIAL

1 million de francs pour la Fondation Abbé Pierre

La SCIC consacre 1 % de ses bénéfices aux sans-abri

Le groupe SCIC consacrerait désormais 1 % de ses bénéfices avant impôt pour financer des initiatives associatives qui ont pour objet l'accueil d'urgence et l'accompagnement social des sans-abri, soit de 10 à 15 millions de francs sur cinq ans, a annoncé mercredi 11 décembre M. François Pascal, président du groupe immobilier de la Caisse des dépôts.

La Fondation d'entreprise créée à l'occasion, garantissant le versement de 1 million de francs par cinq ans, quels que soient les bénéfices, versera 1 million à la Fondation Abbé Pierre pour la création de cinq « Boutiques Solidaires ».

Proposant des services multiples à un lieu de domiciliation, une aide aux lettres ou recevoir du courrier, la possibilité de se laver et de recevoir des soins, les boutiques ont pour ambition de « briser la spirale de la dégradation de l'habitat et de l'absence de logement-pas d'adresse-pas d'emploi-pas de santé ».

Alors que le rapport du Père Joseph présenté en 1987 devant le Conseil économique social chiffrait à 400 000 le nombre de sans-abri en France, une nouvelle estimation réalisée pour le groupe SCIC évalue à 100 000 le nombre d'exclus du logement, se décomposant en 98 000 personnes sans domicile fixe, 45 000 vivant dans des abris de fortune et 10 000 en centres d'urgence.

A ces chiffres s'ajoutent

100 000 personnes occupant des logements de substitution (meublés, chambres d'hôtel...) ■ 1 576 000 de mal-logés (147 000 personnes ■ habitations mobiles ■ 1 429 000 ■ logements hors normes).

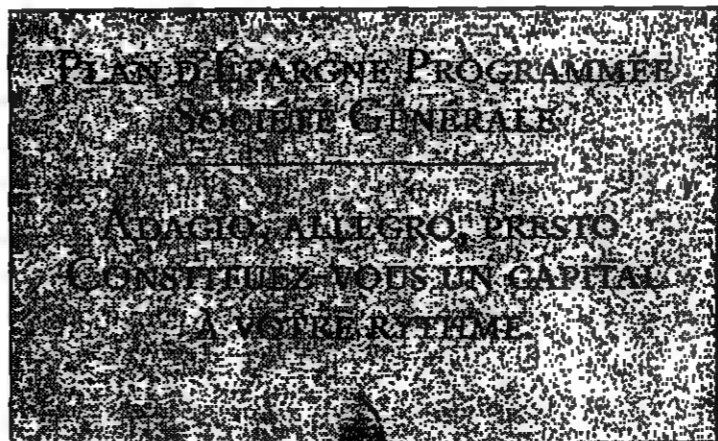
Au total, la population frappée de 1 144 000 personnes. Ce chiffre ne prend pas en compte les occupants de foyers de travailleurs (176 000) ■ les personnes hébergées par des parents ■ (estimées à 2 800 000).

PÊCHE

■ Fin de l'embargo du thon français aux États-Unis. — Les autorités américaines ont fait savoir qu'elles avaient accepté de retirer la France de la liste des pays soumis à embargo pour les exportations de thon vers les États-Unis, a indiqué jeudi 11 décembre le secrétariat d'État à la mer. Cet embargo avait été décrété par les États-Unis à l'encontre du thon du pays pratiquant la pêche thonière au filet, au motif que cette pêche entraînait des prises excessives de dauphins. La campagne contre ces engins avait été lancée par les Nations unies et par les écologistes, et visait le départ des pratiques des pêcheurs japonais et coréens dans le Pacifique, qui utilisent des filets de plus de 30 kilomètres de long.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS.



Vous aimez le goût de la performance ■ acceptez de prendre certains risques pour ■ placements.

Vous envisagez d'effectuer des versements réguliers pour vous constituer un capital. Alors dans le cadre du P.E.A., la Société Générale ■ propose le Plan d'Épargne Programmée, qui ■ permet de choisir le montant et la périodicité de votre épargne. Adagio, allegro, presto...

Vos versements ainsi investis, à moyen ■ long terme dans Sogenfrance Tempo, fonds ■ éligible ■ P.E.A., profitent d'une gestion dynamique ■ constante recherche d'une performance supérieure ■ CAC 40.

Pour tout complément d'informations, prenez contact avec l'un de ■ conseillers ■ agence. Il ■ renseignera sur les autres solutions d'investissements que la Société Générale vous propose pour construire le P.E.A. le mieux adapté à ■ attentes : placements directs en actions françaises, Quantor (gamme de FCP garantis), gamme de Sicav "actions"...

* A partir de 1000 F par mois ou 10 000 F par trimestre.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

La BCCI. Les autorités judiciaires ont confisqué les passeports des cinq **arabes unis** et ont empêché de quitter l'émirat avant la fin de l'enquête sur la faillite de la BCCI, qui a **clôse** en juillet 1977 après la découverte de fraudes à grande échelle **de blanchiment de millions de dollars**.

Jet Sea Paris : 42 56 60 - Jet Sea Nice : 93 56 54 52

S A N S V I S A

Bruxelles, la Grand-Place au cœur



Paris, comme d'autres capitales, a le choix des places. A Bruxelles, la référence est unique : même si elle n'est plus le lieu où se traitent les affaires, c'est la Grand-Place. D'allure noble et d'esprit démocratique, elle raconte comment une société civile attachée à l'autonomie communale sut tenir tête à ses maîtres lointains (le roi d'Espagne) et proches (le gouverneur des Pays-Bas méridionaux) dans un moment de désastre, reconstruisant avec énergie et faste, en quelques années, la place et le cœur de la ville, incendiés par les troupes du roi de France en 1695.

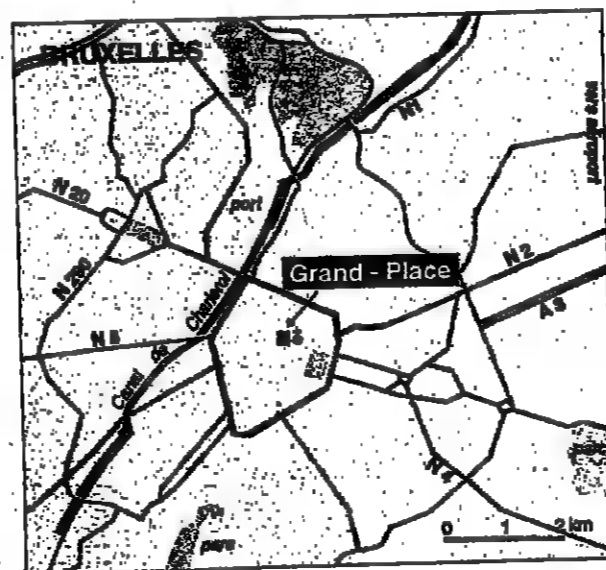
Il n'est pas surprenant que ceux qui ont fait de la ville l'ineptie de l'anarchie de l'urbanisme du vingtième siècle aient trouvé argument dans cette recherche approfondie sur la ville, incendiée par les troupes du roi de France en 1695.

qui s'ensuivit, l'équipe des Architectes d'architecture moderne, dirigée par Maurice Clot (1), ouvre une page d'histoire. Au cours de ces années, on s'attache à retrouver l'esprit qui anima les bourgeois de l'époque, prompts à reconstruire ce qui était au fond leur instrument de travail, sans autre projet du prince électeur de Bavière, Maximilien-Emanuel, gouverneur des Pays-Bas méridionaux pour le compte du roi d'Espagne, qui avait préféré imposer un ordonnancement régulier, ce qu'il n'obtint pas sur un site : la façade de la ville de Brabant.

La Grand-Place est une fête. Quels que soient le jour et l'heure, on sent le matin ou tard dans la nuit, le même air de fête. Quel est le secret ? D'où viennent cette animation, cette diversité harmonieuse, ces folies, ces danses dans un ensemble, exubérance sans débordement, excès maîtrisés selon un ordre qui demeure caché ?

Images d'une société forte, d'un droit, fièrement matérialiste, les temples laïques du commerce et de l'autonomie communale se font face, dans le style des cathédrales - l'hôtel de ville, gothique flamboyant du quinzième siècle ; la maison du Roi, reconstruite à la fin du dix-neuvième siècle, la place tout entière donne le sentiment d'être gothique. Le souvenir qu'en gardera le voyageur : un Moyen Âge en gloire pérennisé deux siècles plus tard, un baroque rehaussé d'or pour capturer les soleils du Nord. Colonnes, frontons, pilastres, statues, pots de feu, cavaliers sur le toit, chacun joue sa partie dans le théâtre fait parler les pierres ; en habits de gala, un panorama d'apparat. Quand le Brabant se souvient de l'Italie.

En hiver, les frontons découpent d'un ciseau fantasque une ligne le ciel clair et coupant. Quand la pluie fait briller le pavé ou quand la nuit tombe, que le soleil s'attarde aux créneaux, la Grand-Place, qui n'est pas



immense, devient grotte accueillante, chaude, dans une ville hostile où tournent les voitures : le seul endroit, constatent les Bruxellois, où l'on rencontre, à toute heure, des gens qui vont à pied. Non seulement parce qu'elle est réservée aux piétons, mais surtout parce qu'elle attire : visiteurs d'un jour qui ne pourraient quitter la ville sans avoir fait l'expérience de cet espace-clé, mais aussi passants ordinaires dont on devine qu'ils consentiraient volontiers un détour pour éprouver encore une fois la magie de ce lieu symbolique. « Même ceux qui n'y viennent jamais, dit un Bruxellois, en arrivant copropriétaires ».

L'approche est si saugrenue en effet. Elle joue la surprise. Elle n'est pas de ces places raides et solennelles, à la symétrie longue, annoncée par l'avenue qui y conduit, lourdement soulignée par un palais qui la domine, maîtrisant l'espace et celui qui s'y promène, intimant l'ordre muet de plier à sa majesté. Elle n'est pas royale (même si elle fait l'être). Non, la Grand-Place, on l'aborde sans y prendre garde, par

des rues étroites, dans une ville où y en a sept, dont une à chaque coin de rue, qui mènent à une arrivée de rue, l'offrande, au tout dernier moment, d'un lieu où se trouve l'ouverture. Par magie, la continuité des façades se reforme. La place est au centre de la ville, mais elle n'a pas de centre, pas de point de fontaine ; chacun, à tout moment de son trajet, peut devenir un centre. Quel est le bon angle ? « Tous les angles sont bons », répondait, dans le livre qu'il lui a consacré, Franz Weyergans. « Je regarde la place, un monde dans moi, d'un coup ».

C'est le monde des métiers, des corporations, des guildes simples qui ont fait un ensemble monumental à la mesure de leur simplicité (...). Ils ne pouvaient pas avoir des maisons de riches, alors ils firent des maisons riches. Elles ont des poétiques et mystérieuses, correspondant à des symboles anciens : la Brouette (maison des graissiers), le Louve (des archers), le Cornet, le Cygne, le Mont-Thabor, l'Etoile, le Moulin à vent ; un théâtre avec personnages. Chacune prend soin de faire place à sa voisine : leurs

décor se répondent sans se répéter. Les hiérarchies discrètes s'installent.

Un détail de la topographie son importance : la place est en pente, d'un côté haut, celui qui a été ordonné rassemble plusieurs maisons distinctes ; une façade unifiée, néoclassique ; un bas, elle n'y prend pas garde, cela ajoute une étrange à l'ensemble. Du naturel. Elle se souvient d'avoir été place de marché. Quartier des halles, halle au blé, halle au drap, halle aux viandes. La rue des Bouchers, la rue des Bouchers perpétuent la pratique. Le marché aux oiseaux, aux fleurs, dimanche, vit le dernier grainetier, unique dans la place qui ne vend ni dentelles...

Dandoy, le pâtissier dont la famille régalait la ville de spécul-

(biscuits à la cannelle) depuis cinq générations (ces jours-ci, on préparait Saint-Nicolas), a vu changer le quartier : très vivant et surpeuplé quand le marché gros, jusque 1930, s'y installait avant l'aube, que les marchands se réchauffaient dans les estaminets que la Grande Brasserie du Roy d'Espagne, où l'on presse maintenant sur trois étages jusqu'au milieu la nuit, n'était encore qu'une quincaillerie...

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenols
Lire la suite page 32

(1) Architecte-urbaniste, Maurice Clot a travaillé à Bruxelles. Archives d'architecture moderne en 1969. Il est actuellement directeur du département archives et histoire de l'Institut français d'architecture à Paris.

AU SOMMAIRE



Mississippi, écrivains musiciens noirs	p. 33
Lac Baikal, eaux troubles	p. 31
Cartes postales sous l'Occupation	p. 36
Revue mots en cavale	p. 36
Escapes (p. 30) • Contes (p. 30)	
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)	

PARIS - TOKYO 7920 F A.R.
PARIS - JOHANNESBOURG 5690 F A.R.

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS VOYAGES C'EST 300 DESTINATIONS A PRIX REDUITS SUR VOLS REGULIERS.

ACCESS
voyages

6, RUE PIERRE LESCOT - PARIS, TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, TEL. 78 63 67 77
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

Le Baïka

Nouvelles Frontières. ■■■■■
à Paris ■■■ en province. Renseignements, réservation et paiement ■■■ Minitel 3615 ou ■■■ NF ■■■ par téléphone ■■■ 42-73-10-64. Tarifs deux ■■■ l'an ■■■ brochure spéciale; ■■■ villes accessibles aux USA ■■■ tarifs déductibles



هكزا من الثماني

SANS VISA
ÉPOQUE

Le Monde ■ Samedi 5 décembre 1993 ■ 31

Voler léger

Le Baïkal en eaux troubles



Le lac Baïkal va mal. La modification de l'équilibre écologique est en train de produire des effets désastreux. Le moral des riverains est au plus bas.

Le chalutier *Nadjeida* file sur l'Angara vers le lac Baïkal. Les pêcheurs ne sont pas fâchés. Le poisson est abondant, rare et l'omol moulu (1). Au musée de Listvianka, premier village sur le Baïkal après l'Angara, Valentina Galkina, la conservatrice, elle aussi en pleine crise de spleen, elle qui a consacré sa vie à sa passion : le lac Baïkal, plus grand réservoir d'eau douce de la planète, un cinquième des ressources mondiales (2), des eaux d'une pureté légendaire, deux mille ans de vie animale et végétale, pour les quatre coins du monde. Tout cela, aujourd'hui, est menacé par la pollution.

Au sud, à Baïkalsk, en bordure du lac, une usine de pâte à papier construite en 1962 est une pollution directe : malgré l'épuration des eaux usées, les déchets finissent dans le lac conservent une grande quantité de substances nocives et toxiques. Les centrales hydro-électriques situées sur l'Angara ont rompu de deux mètres le niveau des eaux du lac, perturbant l'équilibre et la nutrition des poissons. Le flottage du bois, toujours pratiqué en dépit de nouvelles législations, est une

autre source de pollution à cause des phénomènes de décomposition. Ce n'est pas tout : les usines de traitement du cuir, les abattoirs, les entreprises de construction automobile et d'aviation de la région d'Oulan-Oudé, en Bouriatie, dont le delta se jette dans le lac et qui a sa source en Mongolie - constituent également un danger sérieux puisque le delta, saturé, ne joue plus son rôle de filtre naturel.

La modification de l'équilibre écologique des Baïkals n'a pas tardé à produire ses effets destructeurs sur la population du lac. Certaines espèces ont disparu. Les rythmes de croissance des poissons et des phoques sont ralentis.

Ce n'est pas tout, pourtant, de l'Angara. La conservatrice du lac, Valentina Galkina, a écrit une série d'articles sur l'opportunité de la construction de l'usine de pâte à papier de Baïkalsk ; des manifestations ont été organisées. Une association pour la défense du lac Baïkal a été créée, l'écrivain Valérie Rasputine a joué un rôle important dans cette campagne.

C'est ainsi en 1991 le temps de la « stagnation » brejnévienne, et les choses ne vont pas vite. Au bout de vingt ans, victoire - on presque. L'Angara finit par susciter un écho à Moscou, où un décret du comité central du PCUS décide la fermeture de l'usine de pâte à papier de Baï-



kal en 1993. Mais il n'y a plus de PCUS. Et en ces temps de transition économique et de misère sociale, quel dirigeant osera prendre froidement la décision de fermer les cinq mille ouvriers de l'usine au chômage ?

Baïkalsk, plus au nord, village de la réserve naturelle de Bargouline, où vivent les zibelines. Les zibelines souffrent moins que les poissons du Baïkal, mais Alexan- drine, le directeur de la réserve, aimerait beaucoup coopérer avec des scientifiques français travaillant dans la réserve. Lui-même s'arrange avec le

ministère de l'écologie et des ressources naturelles à Moscou. Toutes ces données vont s'accumuler dans quelques tiroirs de l'administration russe.

A bord du chalutier *Nadjeida*, le soir est tombé, les pêcheurs recouvrent la table de papier journal. Sur lequel ils ont étalé l'omol pêché la veille, puis mariné dans de la vodka. La vodka coule à flots et délie les langues. Iouri Vassilievitch, le mécanicien, souvent. Souvenirs : le père de Iouri, directeur d'une mine d'or au nord de la Sibirie, fut fusillé en 1937, aussitôt fusillé. Iouri avait trois ans, sa mère dut quitter le foyer avec deux fils, le second mourut quelques mois plus tard. « Nous devons rejoindre Irkoutsk, en descendant le fleuve, le fleuve, puis l'Angara. A mi-chemin, à Baïkalsk, mon frère est tombé malade, de froid et de malnutrition. Ma mère a compris qu'il fallait s'arrêter pour lui permettre de se rétablir. Elle décida de me confier à un homme qui lui avait paru bienveillant et qui se rendait aussi à Irkoutsk. Au bout de dix jours, mon petit frère est à Baïkalsk. Par chance, ma mère m'a retrouvé à Irkoutsk, la vie pour moi fut dure. Puis je suis devenu mécanicien. »

Autour de la table, le silence s'est fait. Les temps ont changé, mais Iouri est las. « Tout cela va mal finir. Nous sommes dans l'impasse, la société est paralysée. »

les fonctionnaires s'accrochent à leurs petits privilèges, les jeunes veulent gagner de l'argent sans se fatiguer. Je ne vois que deux issues : la guerre civile, pour renverser ceux qui nous empêchent d'évoluer, ou la dictature, pour obliger les gens à travailler. »

Iouri Vassilievitch s'est tu. Au pays des pionniers habitués à l'immensité des grands espaces, les serfs qui jadis franchissaient la barrière de l'Oural, il aimerait retrouver la liberté. Les pêcheurs ont entonné un air mélancolique, l'hymne du Baïkal.

De notre envoyée spéciale
Laure Arjakovski

(1) Omol : corégone sibérien.
(2) Avec ses 23 000 km² d'eau potable, le lac Baïkal est le plus profond du globe (1 637 m) et le plus ancien (25 millions d'années). D'une superficie de 31 000 km², il est long de 636 km et large de 79 km.
■ Pour ceux qui s'intéressent à la protection de l'environnement et à la sauvegarde du patrimoine en Sibirie : Association Sibirie-Mongolie, 15, Gambetta, 75001 Paris. Tél. : 43-66-58-03.

COURRIER

Saint-John Perse

A la suite de la publication de notre reportage sur Saint-John Perse à la Guadeloupe (le Monde sans visa du 21 novembre), M^{me} Corine Cleach, de la Fondation Saint-John Perse, nous signale : « Le monument d'hommage au prix Nobel de littérature 1960, réalisé par Patrice Alexandre, doit être inauguré à Paris le lundi 14 décembre à midi. La sculpture, commandée par le ministère de la culture, a été placée à l'entrée du labyrinthe du Jardin des Plantes, à l'angle des rues Cuvier et Geoffroy-Saint-Hilaire (5^e). Cette triple stèle, dressée en souvenir du poète, reproduit trois passages du poème testamentaire *Nocturnes*. Elle attendait depuis 1990 d'être officiellement dévoilée. »

Quant à M. Alain Ménil, la suite du même article, il nous a adressé une missive sur la création en littérature dont nous extrayons ces passages : « (...) On n'a pas attendu le succès médiatique des promoteurs de la création pour savoir qu'aux Antilles un monde existait et qu'en son sein

une littérature digne de ce nom avait commencé à vivre depuis assez longtemps pour qu'on ne soit pas contraint de la voir présentée, à chacune des parutions de notre époque, comme une « jeune » Breton en 1941, ou Leiris ont dit, avec d'autres, à ce sujet, des choses définitives. Même si chacun sait que rien n'est jamais définitif (pour preuve, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, qui pourrait bien être cet exotisme qu'aura fui le Saint-John Perse que vous évoquez ou qu'un Césaire, un Glissant ont également honni). Rappelons pour mémoire les textes de Breton dans *Martinique charmeuse de serpents* ou de Leiris, aussi bien dans son texte sur Martinique et Guadeloupe que ses critiques d'art recueillies dans *Brèves et Zébrures* (...). Il est faux d'attendre Chamoiseau et Confiant pour voir reconnue par les Antillais de couleur l'antillanité de Saint-John Perse. Cette thèse a déjà été soutenue par Emile Yoyo dans son étude *Saint-John Perse ou le conteur public* (1972 chez Bordes). Cette thèse, polémique à l'égard du césairisme, s'attachait à relever précisément la créolisation de la langue que Perse faisait subir

au français infiniment plus que ne l'aurait pratiqué, selon l'auteur, le chanteur de la négritude, Césaire (...). Quant aux *Indes* de Glissant, de même de leur auteur, elles ne sont rien d'autre que la réécriture de la mythologie féodale inventée par Perse au nom de l'héritage fantasmagorique des conquistadors, par celui qui parlait au nom des esclaves, dont il se sait être le descendant, et qui doit, pour se trouver, repasser, même à rebours, le chemin ardu de la plantation (...). L'histoire littéraire ne se passe pas avec les succès éditoriaux du jour (...). Enfin, le peintre Jean de Maisonseul, auquel Adrienne Monnier fit lire Perse en 1937, nous indique que, dès cette époque des étudiants de Sciences-Po admiraient le diplomate en Alexis Léger mais aussi « le plus grand poète français vivant ». On rapportait alors également la petite phrase de Perse : « Un livre qu'on écrit est un arbre qui meurt. » Petite phrase prononcée dans un dîner à Washington qui séduisit Briand au point de ramener avec lui à Paris le jeune secrétaire d'ambassade dont il fit la carrière, précise Jean de Maisonseul.

Paris-Cancun. A des prix qui réchauffent le Dieu-Soleil.

5960 F*

Un vrai prix pour
découvrir la mer turquoise des
Caraïbes Mexicaines et
les dieux Mayas.

*Prix à partir de 5960 F comprenant :
- Le vol sans escale Paris/Cancun/
Paris Boeing 767 Aëromexico
- 11 nuits en hôtel 4 étoiles à
Cancun, en chambre double.

Contactez nous :
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux - 75001 Paris
Tél. 43 86 17 40 - Fax 43 86 10 15



laire

Mississippi : écrivains blancs

Le coton, Faulkner et Bessie Smith ; la route 61, le Ku Klux Klan et le Delta Blues Museum. Toute une aventure, tout un passé. Voyage dans l'Etat du Mississippi à la rencontre de ceux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir le quitter.

CLARKSDALE (Mississippi) : dans un cimetière où les herbes folles semblent être un modèle d'ordre face au fouillis des stèles et des tombes, je cherche en vain les traces de Tennessee Williams. Né à Columbus (Mississippi), il serait enterré là, juste en face du Riverside Hotel, où, en septembre 1937, est venue mourir la grande Bessie Smith. La légende veut que Bessie soit morte de l'incurie du personnel médical d'un hôpital pour Blancs qui l'aurait laissée saigner à mort avant de daigner s'apercevoir de sa présence. La réalité est bien plus surdite. Aucun hôpital blanc n'aurait voulu d'une blessée noire, et c'est dans un hôpital pour «nègres», le G.T. Thomas Hospital, que l'impératrice du blues s'est vidée de son sang.

Ironie du sort, c'est sur la Highway 61, la mythique route du blues, que la voiture de Bessie Smith a percuté contre un camion, mettant fin à quarante-deux ans de blues et de misère sur un morceau d'asphalte dont Bob Dylan fera, bien plus tard, le sujet d'un refrain lancinant. Le G.T. Thomas Hospital est devenu le Riverside Hotel, mais la chambre où mourut Bessie Smith est toujours exposée à la ferveur ou à la simple curiosité des rares visiteurs, et le livre d'or de l'hôtel se lit comme la litane des grands bluesmen disparus que M^{re} Z.L. Hills, l'adorable vieille dame qui dirige l'établissement depuis sa création, égraine avec la tristesse malicieuse de ceux qui n'ont plus que leurs morts à raconter.

On l'aura compris, Clarksdale n'est pas un endroit gai. Conscrite, à l'indifférence quasi générale du monde, capitale historique du blues, la ville ressemble à un sanctuaire déglacé, un lieu de culte plus soucieux d'honorer la mémoire de ses fantômes que de participer au retentissement universel du vieux rythme binaire dont elle fut le berceau. Situé dans une aile de la bibliothèque municipale, le Delta Blues Museum fait ce qu'il peut pour maintenir la flamme du souvenir. Tenn et visité par des Blancs, il doit beaucoup à la générosité du groupe de rock texan, blanc lui aussi, ZZ Top, soucieux de rendre à la musique noire les emprunts de sa propre inspiration. Rien ne manque dans cette exposition de tout ce qui fit la naissance et l'histoire du blues : ni les portraits des grands maîtres, ni leurs instruments mythiques, ni même cet arbre généalogique aux racines profondément noires mais dont les rameaux de plus en plus blancs indiquent, que si le blues est bien né dans le Coahoma County, il en est parti chassé par la misère et le racisme bien avant d'être récupéré par les musiciens de rock'n'roll.

« Bienvenue au Mississippi », proclame le panneau routier orné de fleurs de magnolia et qui à la fois indique l'entrée dans l'Etat et désigne l'arbre qui en est le symbole ; pas des magnolias de jardin, mais des arbres géants, des sauvages aux troncs noueux et aux feuilles larges et longues comme des saucières. Après avoir passé quelques collines, la Highway 61 débouche sur une immense étendue verte et plate qui s'étire comme un fin treillis que le soleil du Sud quadrille. Le temps de suivre la course, lente d'un train interminable, et le coton est là. Rien ne peut préparer à une première vision d'un champ de



A Clarksdale, le Riverside Hotel, où est morte la chanteuse Bessie Smith.

coton, et la comparaison classique avec la neige n'est utile qu'à ceux qui peuvent imaginer une multitude d'arbustes rabougris par le soleil et enguirlandés de boules de neige. Voir le coton sur son arbre est aussi surprenant que de découvrir un petit pain sur une tige de blé. Il pousse prêt à servir et si bas qu'on en a mal au dos rien qu'à le regarder. Vite familiariser comme toutes choses éternelles, il vous enfonce dans les méandres d'une histoire sanglante dont il fut le moteur, mais qui n'a pas changé grand-chose aux positions respectives de ceux qui le possèdent et de ceux qui le travaillent.

Descendre le 61 plein sud de Memphis à Clarksdale est une expérience étrange et solitaire. Des bouffées de souvenirs composées vous y assaillent au rythme des croisements : Walls, où naquit Memphis Minnie ; Robinsonville, où grandit Robert Johnson ; Tunica, Lula, Robert Nighthawk et Charlie Patton, mais aussi Oxford et la maison où vécut et mourut William Faulkner. Aux accents du blues se juxtapose la cadence des phrases de Faulkner, et le dénuement des petits Blancs décrit dans *Tandis que j'agonise* est un parfait contrepoint à cette musique née de l'oppression.

« J'ai grandi dans une partie très isolée de ce pays, le Mississippi, le Sud », raconte l'écrivain Richard Ford, et c'est par des informations de seconde main, la télé, les journaux, que j'ai découvert le reste du pays ; ça m'a rendu très curieux. D'autre part, et en raison de son profond racisme, je me sentais très mal dans cette région et j'ai fugué le camp à la première occasion. Ce fut une rupture importante dans ma vie : le berceau de mon enfance m'était devenu très inhospitalier. » Plus loin, oubliant pour un temps ses déceptions, il reviendra sur cet « Etat où l'écriture est une composante de l'air et où les voix de Faulkner, Tennessee Williams, Shelby Foote et Walker Percy sont une invitation à devenir écrivain ».

Ecrivains blancs, musiciens noirs, le Mississippi appartient bien aux deux occupants des lieux, seul le décor change. Oxford, la ville de Faulkner, avec ses boutiques en arcade, sa place carrée et son hôtel de ville planté comme

un gîteau sur une motte de gazon fleurie, rappelle aussi bien les récits insouciantes du bonheur du vieux Sud que la souffrance maladroite des ambiances de Tennessee Williams ou d'Erskine Caldwell. On croit même y reconnaître le décor d'un film d'Arthur Penn où une horde de Blancs avinés et armés jusqu'aux dents poursuivaient un de leurs voisins noirs. Lula, la ville de Robert Nighthawk, ne rappelle que le blues ; un paysage figé par le temps et la misère, des parterres de carcasses rouillées devant des cabanes en bois, une station-service et des gens assis qui vous regardent sans bouger. Nichés dans les plaines fertiles du delta mais recensés comme les plus pauvres de tous les Etats-Unis - dans le comté de Tunica, la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté - ces villages sont si petits que le voyageur a peu de chance de les trouver du premier coup.

« Ah ! si vous pouviez m'emmener dans vos bagages », me dit une jeune femme en apprenant que je viens de Paris. Je suis sûr que, là-bas, j'aurais ma chance. La chance, le vrai refrain du blues, le seul truc à ne pas louer si l'on veut sortir de là. Comme Richard Ford, les grands bluesmen ont quitté le delta du Mississippi dès qu'ils l'ont pu, et la Highway 61 n'est plus qu'une route du souvenir où les fidèles sont rares.

Dans une scène des *Ailes du Désir*, Wim Wenders fait dire à un mourant : « Et dire qu'il me reste tant de choses à voir : l'Extrême-Orient... l'Ouest sauvage... le delta du Mississippi... » Que les derniers regrets d'un obscur Berlinois se portent sur une contrée éloignée peuplée d'une poignée de fermiers n'est guère étonnant. Les Européens sont bien les seuls à se souvenir de cet Etat qui fit jaillir d'un seul mouvement sa propre littérature et sa propre musique. Aux Etats-Unis, le Mississippi est à peine mentionné sur les guides touristiques et il n'y a pas grand monde sur la 61. Pour les Américains, le Mississippi est un Etat qu'on traverse ; les autoroutes interstates sont faites pour ça et la 61 n'est plus parcourue que par ses riverains et les quelques rares touristes, blancs et la plupart du

temps étrangers, attirés par la récente et très intime notoriété du circuit du Mississippi Delta Blues. Une sorte de pèlerinage où les arrêts obligés sont, par exemple, la cabane de Muddy Waters, la tombe de Sonny Boy Williamson ou le croisement de route, le *crossroad*, où Robert Johnson vendit son âme au diable avant d'aller se faire empoisonner par un mari jaloux. C'est à Clarksdale, à l'intersection de la 61 et de la 49, que se situe ce fameux *crossroad*. C'est aussi à Clarksdale que commence et finit le circuit du Mississippi Delta Blues, comme si cette ville de vingt-deux mille habitants, qui s'étale sans grâce apparente entre un carrefour et une rivière boueuse - la Sunflower - avait réussi à s'annexer toute la gloire d'une région peu fertile en la matière.

Si l'on revient toujours à Clarksdale en zigzaguant à travers le delta du Mississippi, c'est bien que la ville vous colle littéralement le blues. Jeu de mots facile, mais qui rend bien compte du sentiment d'accablement qui m'a saisi en parcourant les rues du quartier noir, en rôdant Downtown entre ces immeubles décrépis que la lumière du soleil enlaidit un peu plus et qui, la nuit, sous le chiche éclairage municipal, prennent l'aspect sinistre de certaines banlieues africaines. Malgré sa vocation à attirer le tourisme, Clarksdale est une ville rude. Les Noirs qui y vivent en majorité ne partagent pas l'engouement du Blanc pour la découverte des racines de leur patrimoine culturel. Ils sont pauvres et ont toutes les chances de le rester jusqu'à leur mort.

A Clarksdale, on écoute le blues entre soi et la fréquentation des *juke-joints*, ces rades dont le mobilier est généralement constitué d'un juke-box et d'une pile de boîtes de bière, nécessite une solide aptitude à distinguer un coupe-gorge d'un endroit pittoresque. Reste les clubs : le Margaret's Blue Diamond Lounge, par exemple. On n'y joue du blues que le week-end, et ce soir-là le groupe était particulièrement mauvais. Mécontent de la musique, le public ne manifesta pas une joie particulière en voyant débarquer

quelques Blancs. Le changement *in extremis* du guitariste solo arrangea un peu les choses et nous nous fondîmes dans le tempo général jusqu'à ce que les sachets de papier kraft qui servent à planquer les bouteilles d'alcool se fissent de plus en plus nombreux. Plus les gens buvaient et plus ils nous voyaient blanc. Nous étions, sans nul doute, et, plus que la peur d'une agression, c'est le sentiment de ne pas être au bon endroit qui nous fit glisser vers la sortie.

Ce qui fait de Clarksdale la ville historique du blues n'est pas la liste des musiciens célèbres qui l'ont quittée ou sont revenus et mourir, ce n'est pas non plus les stèles du souvenir qui jalonnent le Coahoma County, mais le fait que le blues, à l'inverse de villes comme Memphis ou New-Orleans, s'y joue toujours comme une cuite du samedi soir, comme une défonce indissociable de la dope et de l'alcool et qui fait oublier que le matin aura toujours

la même et éternelle sale gueule. Et si, entre la riant Oxford et la poignante Lula, je reviens toujours à Clarksdale, c'est que j'y ai trouvé une image de l'Amérique que je ne soupçonnais pas. Le Mississippi n'a pas inventé que le blues et l'écriture du Sud. Il est aussi, avec le Tennessee, son voisin, le berceau du Ku Klux Klan.

Dans le delta, la crispation raciale s'affiche de part et d'autre. « C'est un endroit plein de nègres », me dira avec une sale grimace une charmante restauratrice d'Holly-Spring à qui je demandais où se tenait le festival de gospel de la ville. Un peu plus loin, c'est un Noir taillé comme un armoir qui me lancera un « good luck » narquois en me voyant m'enfoncer dans le quartier noir. Les choses sont tranchées, et si les Blancs n'ont pas oublié la cinglante défaite des droits civiques, les Noirs se souviennent encore des douleurs de la victoire. Curieusement, c'est une impression de dignité qui se dégage de ce camp retranché. A Clarksdale, comme dans tout le delta, il n'y a ni *homeless* ni mendiants. Les fluctuations du cours du coton rythment équitablement la richesse des uns et la pauvreté des autres, mais tant que les champs seront là il y aura des cabanes en bois en bordure des plantations et un mince filet de dollars continuera à couler dans les rues défoncées du quartier noir.

C'est par un beau dimanche matin ensoleillé que je suis tombé sur une des vraies richesses du delta. Costard brillant, chemise noire et cravate claire, le pasteur Morgenfield, cousin germain du grand Muddy Waters, nous recevait dans le bureau de son église entouré de ses disques d'or. Sa prospérité ne semblait pas le gêner pas plus qu'elle ne semblait déranger ses ouailles. C'est quand les gens sont pauvres qu'ils ont le plus besoin de Dieu et, au dire des fidèles de son église, « on dira ce qu'on voudra, mais le pasteur s'y entend comme personne pour communiquer avec le Ciel ». Pendant le service dominical, et sans doute à notre intention, il opposa vigoureusement la vie sans tache des « chanteurs de Dieu » à celle dominée par le vice et le péché des pauvres bluesmen ; une manière de rappeler au bon peuple que, dans ce pays, le fric et la vertu font toujours bon ménage. Avant de remonter dans sa Cadillac, il nous félicita pour notre pitié. Le billet de 20 dollars que nous avions glissé dans le panier de la quête y était, sans doute, pour beaucoup.

De notre envoyé spécial
Patrick Raynal

CROISIÈRES CHANDRIS *Celebrity Cruises*

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix,
le soleil des Caraïbes vous y attend !
... à des prix très... très... compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris*)
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île,
de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes,
sous le signe de la fête, de la farniente et de la découverte

* (croisière Horizon 8 jours, cab. ind. double, taxes de port, en duo)
Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93
CROISIÈRES CHANDRIS - tél. 175521 - 35 rue Étienne Marcel 75001 Paris
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
CP & Ville : _____

مكتبة الشرح

SANS VISA
TABLE

Salsifis et scorsonères

BIEN que figurant sur une fresque de Pompéi, le salsifis ne semble pas avoir été cultivé par les anciens. Chez nous, désigné au Moyen Âge, il a fallu Olivier de Serres pour le faire considérer comme « une racine de valeur tenant rang honorable au jardin ». Il l'appela *serfif* parce qu'il venait d'Italie, mais bien vite il fut remplacé par un concurrent similaire, venu lui d'Espagne, portant le nom de *scorsonera* (vipère noire), et dont la réputation antitoxique était grande. Ce qui faisait écrire à La Quintinie : « C'est une de nos principales racines qui est admirable cuite, soit pour le plaisir du goût, soit pour la santé du corps ».

C'est le docteur Henri Leclerc (les *Légumes de France*) qui cite une cuisinière affirmant : « Salsifis et scorsonères, c'est bon blanc et blanc bonnet ! » La brave femme avait raison quant à la constitution chimique et au goût (encore que le salsifis propose un peu plus de matière grasse mais moins de sucre), mais grandement tort quant à l'apparence : le salsifis est blond et la scorsonère noire.

Orimod de La Reynière écrit, dans son *promesse Almanach des gourmands* (1804) : « De toutes les racines potagères les salsifis et scorsonères sont les plus utiles en entremets d'hiver. C'est un légume aussi abondant que peu dispendieux à Paris, et qui se conserve jusqu'en printemps. La manière la plus ordinaire de les accommoder, c'est la sauce au beurre, ou bien



frits dans la poêle; ils prennent alors le nom de *chironis* ! Assaisonnés de parmesan, ils ressemblent à l'ail aux macaronis. C'est une nourriture fort saine et qui n'est point à dédaigner. S'il faut en croire M. Miger, on en fait, à Lyon, d'excellents potages qu'il serait très intéressant d'acclimater à Paris ! »

Alors pourquoi salsifis et scorsonères ont-ils disparu des cartes des restaurants ? Et même, semble-t-il, trop souvent des marchés ? Est-ce parce que leur préparation est délicate ? En effet, pour les nettoyer, il

est indispensable, après les avoir grattés au couteau, de les mettre au fur et à mesure dans de l'eau citronnée (ou vinaigrée, mais le citron vaut mieux). Ensuite, il faut les tronçonner (morceaux de 7 ou 8 centimètres de long) et les cuire préalablement dans un « blanc », c'est-à-dire de l'eau bouillante salée, citronnée et garnie d'une cuillerée à soupe de farine par litre. Les blanchir dans ce mélange frémissant durant 30 à 40 minutes (une pointe de fourchette doit alors les pénétrer aisément) et les égoutter.

Raymond Oliver, chez sa maman, à Langon, nous régala un jour de salsifis « provençaux », blanchis comme il se doit, égouttés, risolés 10 minutes en cocotte dans moitié beurre moitié huile d'olive, puis servis poudrés de persil et ail hachés. Sans pousser au ridicule (les scorsonères à l'essence de kiwi de la nouvelle cuisine), certaines exaltations du salsifis et de la scorsonère restent à exprimer. Pour qu'on des chefs d'imagination respectueux du terroir ne s'y attellerait-il pas ? Question à Alain Senderens, à Claude Peyrot et quelques autres.

La Reynière

(1) Le même *Almanach* nous dit que ce M. Miger était un homme de lettres. Je n'ai pas trouvé l'autre à son sujet, mais si quelques lecteurs...

Amer...

Le chicon

LA chicorée sauvage à fleur bleue est connue en Europe sous de nombreuses variétés plus ou moins amères. Les maraîchers de Montreuil cultivaient cette salade bridée dès le début du dix-septième siècle. La chicorée est dite amère, pain de sucre ou blonde lorsqu'elle a perdu une partie de son amertume. C'est en cherchant, vers 1850, à améliorer le rendement des racines de chicorée sauvage qu'un jardinier de la société d'horticulture belge, les ayant enserrées dans un monticule de terre à l'abri de la lumière, eut la surprise de récolter quelques semaines plus tard un fuscus de feuilles blanches bien embottées : chicon en ch'timi, witloof, feuille blanche, en flamand, l'endive était née. Elle fut améliorée, elle aussi. Il fallait auparavant blanchir ce légume et même le cuire en plusieurs eaux, « car les endives, un peu étonnantes comme saveur, un peu mystérieuses, un peu méprisées par la plupart des gourmants, qui, sans en approfondir la finesse, n'ont compris que leur amertume due uniquement à un défaut de cuisson », note l'*Almanach des gourmands* (1932).

Le bon jardinier Brezier manipulait dans son jardin botanique de Bruxelles la chicorée de Magdebourg, dont la racine torréfiée était utilisée comme substitut du café : un usage veau d'Italie à la fin du dix-huitième siècle ! La chicorée, nous disent les phyto-

gues, est particulièrement salubre. Dioscoride, bien sûr, la recommandait pour fortifier l'estomac. Au temps de Louis XIV, c'était une des simples les plus utilisées. Saint-Simon nous raconte que Madame, Henriette d'Angleterre, fut emportée subitement à Saint-Cloud en 1670. Elle venait juste de prendre son infusion rafraîchissante de chicorée. « Madame se meurt. Madame est morte ! » La chicorée est une boisson acide dont les vertus ne sont plus à établir, et le bon Henri Leclerc (1) dit de dire que, mélangée au café, « elle le transforme en un breuvage à la pharmacopée dont se hérissent d'horreur les papilles des gourmets ».

N'arrête pas le progrès. Disparus les silos mystérieux des enfances paysannes, où l'on enfouissait sous le sable blanchi du givre les racines racourcies de la chicorée, qui par forçage allaient donner l'endive jaune pâle, d'octobre à la Chandeleur. Aujourd'hui, l'INRA a mis au point un procédé de culture de l'hybride witloof zoom sans terre, sur matières sèches, en saisons juxtaposées, où profitent les racines stabilisées en frigorifique. Séchées, triées et calibrées, les endives sont désormais présentes sur les marchés toute l'année. La belle affaire ! Elles sont cotonneuses et ont perdu presque toute

amertume (2). Les amateurs lui préféreraient la variété maraîchère, moins servie, ourlée de reflets verts.

Les chefs, eux, se désolent d'un produit qui, comme la tomate, a perdu à peu près l'essentiel de son caractère. « Je travaille l'endive avec du citron pour lui rendre son goût », dit Olivier Simon, le jeune chef de l'Entre-Siècle, remarquable ambassade de Belgique à Paris (29, avenue Lowendal, Paris-7^e; tél. : 47-83-51-22). A vrai dire, il y réussit admirablement avec une crème de chicons au noix de saint-jacques et pommes fruit ou bien une poule faisane aux chicons, sauce vieux lambic, que l'on fera suivre d'une bière trappiste, forte et caramélisée de N.-D. de Saint-Sixte « Westvleteren ». Bernard Loiseau (La Côte d'Or, 21210 Saulieu ; tél. : 80-64-07-66) s'efforce aussi, à travers des noix de saint-jacques, la vinaigrette de carottes, de mettre en relief l'acidité incertaine d'une julienne d'endives.

Quant à Alain Ducasse (Le Louis XV, Hôtel de Paris, Monte-Carlo ; tél. : 93-50-80-80), qui se retranche avec raison derrière la qualité du produit — « être cuisinier, c'est avoir avant tout la passion des choses simples », dit-il — il n'emploie guère l'endive en « chaud et froid de salade de pied et queue de veau » que comme le support d'un jus montardé au vieux vinaigre et

échaloates grises. Et il regrette, comme tous ses confrères, de ne plus trouver d'endives qui viennent « à la bonne saison, naturellement, en vingt et un jours, sous la couche de terre ».

A littérature sait magnifier l'endive, ainsi que l'absoudre. Dans le Paris de la Belle Époque, Swann observait d'un œil attentif Odette de Crécy et son catin, sans doute à un déjeuner Verdun, alors que, « dans quelques secondes on allait voir arriver les endives précoces, une omelette de foie, un bifteck immodéré » (3). A la même époque « un peu plus loin dans le passage (Choiseul, dit « des Berezinas » dans le roman) il y avait une famille de relieurs. Leurs enfants ne seraient jamais... De teint, c'étaient de vraies endives (4). A l'aune de ce Paris populaire de Céline, l'endive n'avait déjà... plus la cote.

Jean-Claude Ribaut

(1) Les *Légumes de France*, Henri Leclerc, Mame, 1986.
(2) L'endive witloof de pleine terre est pourtant l'un des vingt-cinq produits que les chefs membres de l'association Euro-Toques souhaitent promouvoir, selon une enquête réalisée récemment pour saluer la nouvelle réglementation européenne sur les indications géographiques de provenance (IGP) et les appellations d'origine protégées (AOP).
(3) Un amour de Swann, Marcel Proust, 1913 (« biffes », graphie proustienne).
(4) *Mort à crédit* (p. 75), L.F. Céline.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GODELINS	PARC MONCEAU	PONT NEUF	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
RELAIS BELLMAN , 37, r. François I ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.	LE DEY , 109, rue Croix-Nivert, 15 ^e arr. Tél. : 48-28-81-54. Cuissons et spécialités algériennes. Menu : 115 F. Tâgne du jour : 70 F.	ENTOTTO , 647-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nodding, 15 ^e arr. Spécialités éthiopiennes.	LA LUNA , 69, rue de Rocher, F. dim. 42-93-77-61. Spécialités de poissons et de coquillages.	LOUIS XIII , Tél. : 43-26-75-96. F. dim., lundi midi. 8, rue des Grands-Augustins, 6 ^e .	L'ARBUCI , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.l.j. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
COPENHAGUE	CRÉTEIL	MAUBERT	PLACE DE CLICHY	PL. PÉREIRE	TRINITE
FLORA DANICA , 1 ^{er} étage, sur un jardin. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	LA TERRASSE DE CRÉTEIL , 42-07-15-94. 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL. « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spécialité de poissons. Carte suggestions à 150 F.	LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel-Colbert, 5. 43-54-61-99. T.l.j. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	CHARLOT , 48-74-49-64. T.l.j. jusqu'à 1 h. La véritable bouillabaisse marseillaise et des poissons cuisinés sur mesure.	LE NEM , Tél. : 47-66-54-41. F. sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17 ^e . Spécialités vietnamiennes.	LE SUQUET , 48, rue de Clichy (9 ^e). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F. sam. et dim.
MAUBERT	ODÉON	PARC MONCEAU	PONT NEUF	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	TRINITE
LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel-Colbert, 5. 43-54-61-99. T.l.j. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	LE PROCOPE , 13, rue de l'Antienne-Comédie, 43-26-99-20. T.l.j. jusqu'à 1 h. Le café rive gauche à la mode, cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux banc de coquillages.	LA LUNA , 69, rue de Rocher, F. dim. 42-93-77-61. Spécialités de poissons et de coquillages.	LOUIS XIII , Tél. : 43-26-75-96. F. dim., lundi midi. 8, rue des Grands-Augustins, 6 ^e .	L'ARBUCI , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.l.j. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	LE SUQUET , 48, rue de Clichy (9 ^e). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F. sam. et dim.

Cartes postales de guerre

Remise à jour de cette mémoire oubliée qui, après la « drôle de guerre », vit une drôle de correspondance circuler dans la France occupée.

OBIET de pensée légère, la carte postale aura traversé le siècle en donnant à ses utilisateurs le sentiment rassurant qu'un court chapitre de mots valait largement un long discours et que le style télégraphique serait à prendre en compte dans la grande analyse épistolaire du temps. Au recto, l'image (jamais choisie au hasard), accréditait le geste et donnait toute sa grâce à l'attention. Cela devait suffire et cela suffisait. Rien n'avait jamais été aussi rapide dans l'ordre de la correspondance et rien ne serait plus jamais aussi efficace dans l'interpellation à distance qu'elle soit amicale, amoureuse, fraternelle, confraternelle, en tout cas de texture bienveillante, car la carte postale, comme si une censure stellaire en surveillait l'océanique déplacement, ne tolère que le propos aimable et dénué de toute malignité. C'est sa nature. Par temps de paix.

Par temps de guerre, on peut la trouver moins disposée à faire régner l'ordre, la miséricorde et la clémence. Moins délicate. Née à Vienne, en 1869, elle servira sans tarder d'agent de liaison entre les troupes prussiennes et le pays pour répandre les nouvelles de la désastreuse défaite et de la foudroyante victoire. En 1914, elle file vers le front en pantalons garance et ne quitte plus les champs de bataille d'où elle

mitraille l'arrière en propos comiques à surveiller pour la sécurité militaire. Mais les canons bientôt se taisent. Changement de décor, changement d'époque. Gominas et mains câlines, baisers mouillés et fesses poudrées : entre les deux guerres, les surréalistes s'amuse à un moment à jouer aux cartes postales, comme tout le monde, sur des gammes qui oscillent du grivois à l'ébété ; jusqu'à ce que l'affaire tourne au sur. Et là, la carte postale ne fera de cadeaux à personne.

Les collectionneurs, ces charlatans de l'anecdote, ont rassemblé avec beaucoup de patience et une irrémédiable méticulosité les riches mauvaises heures de son aventure française, des coups de trompette bouchés de la ligne Maginot à Hitler touriste au Trocadéro, des scouts au bras tendu de Pétain aux femmes avec mises en plus passées sous le casque des salons de coiffure de la Libération. Un roosemensec sec et glacé, absous de tout commentaire.

Terrible d'inadvertance mais soudain victime de son propre jeu, elle va se mettre à témoigner d'une réalité dont elle n'a plus désormais les moyens de s'effacer. Elle partait en premières lignes armée de certitudes et d'escadrons fraîches, de généraux sans complexes et de molletières enturbannées au cordeau, la voilà réduite à quia, offerte en marionnette de guerre au vainqueur. Elle avait pourtant tenté bravement de faire son boulot. Héroïque : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. Souscrivez aux bons d'armement ! » ; familiale et patriotique : « Mon cher petit Papa, pour que tu puisses te défendre, j'ai porté aux services de récupération... kilos de fer. Tu vois que je pense à toi. » ; inconsolablement mièvre (une Lison de bal musette offre des fleurs à un tankiste) : « L'éclat de tes yeux, le



L'entrevue de Montoire entre Hitler et Pétain, le 24 octobre 1940.

doux son de sa voix, tout m'attire vers toi. » Mais c'est déjà trop tard. L'issue probable de la bataille de France ne laisse plus rien espérer de sérieux à la propagande française. La couverture de l'actualité a changé de camp.

Hoffmann, le photographe attiré de Hitler, donne à la signature de l'armistice, paraphé à Compiègne en juin 1940, tout le retentissement que l'on pouvait en attendre. L'endroit est malcommode, mais jamais un wagon à l'arrêt n'aura autant voyagé. Ni une poignée de main, du même Hoffmann, celle de Montoire entre Pétain et le

conquérant du moment. On tire à gros bouillon ces scènes choc que les soldats de l'armée d'occupation se chargent de faire circuler. La carte postale sert d'arme de point à Goebbels qui lance son scoop de paparazzi en arrosant le marché avec les clichés pris durant les trois heures - 6 heures, 9 heures du matin, 23 juin 1940 - de la visite de son patron à Paris. Gros succès et forte émotion devant l'air pas bluffé du visiteur qui, d'un œil irascible et gourmand, tance cette ville qu'il a tellement jalouée, et tant envie de dont il est maintenant le César sans partage.

Entré à Vichy, Pétain, de son côté, faisait ce qu'il pouvait. On lui avait laissé son effigie, il s'en servait. Sortit du missel de la collaboration toutes les images pieuses qui vont tenter d'installer les grands thèmes de la révolution nationale. Pétain en compagnie de Jeanne d'Arc, de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, Pétain aux vendanges, avec les Coeurs vaillants et Ames vaillantes, sur les chantiers de jeunesse, Pétain avec cadre tricolore ou traduction simultanée, en khmer, en vietnamien, « Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal. » Pétain avec Laval, en avril 1942, et cette légende :

« Aux côtés du maréchal, la dernière chance de la France. » Toute cette production divague sur le territoire où elle enracine le refus mais sème aussi le trouble. Agent pernicieux de la propagande, la carte postale, sous l'occupation, aura été comme ces poisons légers que l'on ne décèle qu'à l'autopsie. Doux et mortels.

Des boîtes avaient été perdues, la guerre restait à gagner. Dès l'appel du 18 juin, les imprimeurs de la France libre avaient trouvé de quoi faire tourner leurs machines. Aux campagnes antiallemandes de Vichy répondaient la mise en place du bricolage déterminé de de Gaulle et puis bientôt ses premiers résultats, ses premiers succès. De Londres, on l'entend - on le voit - s'adresser aux Français ; il est à Brazzaville, à Beyrouth, à Ajaccio (à bord du *Casablanca*, le « sous-marin volant », mythique), et puis soudain, sur les plages de Normandie... La carte postale délivre Paris avec fougue et hargne, s'engage en Alsace, fonce avec Lozier et libère Strasbourg après avoir tondé quelques femmes au passage. Elle se revanchait de toutes ces années noires avant de rendre hommage à la Résistance et de redonner ses présents à une vie qui ne demandait qu'à reprendre son cours. On lui avait confié, d'office, une « mission » qui n'était pas vraiment dans ses attributions, mais que l'après-guerre allait lui permettre d'oublier assez rapidement.

Jean-Pierre Quélain

► Signalez le travail original de Pierre Zeyens qui, dans le *Monde des philatélistes* (n° 457, 458, 459, 460, novembre 1991 à février 1992), donne le panorama le plus complet jusqu'ici présenté de l'histoire de la carte postale durant cette période.

REVUE

Mots en cavale

C'EST une revue, une vraie revue littéraire avec, en couverture, la reproduction d'un tableau de Vieira da Silva, l'issue lumineuse ; une préface de textes rares, les *Chants d'amour de l'Égypte ancienne* ou les lettres de Kafka à Félicie ; et leur présentation en édition bilingue ; des dossiers sur des écrivains. Le Clézio, Vian, Christian Bobin ou Paul Auster, assortis de notes, de commentaires, d'impressions.

C'est une revue intelligente, élégante de maquette et de propos, où Swift, Pouchkine se retrouvent les égaux d'auteurs inconnus, qui signent leurs écrits en catimini, dans le semi anonymat de leur seul prénom et de la première lettre de leur patronyme. Maria Luisa P., ou Michel S. C'est une revue d'auteurs « empêchés », une revue évadée de prison. *Lirabolbre* est en effet réalisée autour des travaux épiques de détenus, de prévenus de Fleury et de quelques autres établissements carcéraux, et l'on y sent bien, dès la première approche, que les mots alignés, parfois maladroitement, souvent très joliment, y pèsent d'un tout autre poids d'effort et de résistance que ceux ciselés à l'air libre.

Écrire en prison est un acte héroïque, car, pour la plupart, le manque de vocabulaire n'est pas la moindre des privations de libertés. Rares sont les diplômés, et les cols blancs sortent généralement vite de préventive. La population carcérale est en surdose d'analphabètes, d'étrangers, d'exclus du langage. Les mots de la taule sont terriblement répétitifs, militaires, entre d'interminables silences. Et lorsqu'on y lit, avant que les équipes de bibliothécaires, d'animateurs ne s'attaquent à la montagne du conformisme ambiant, les faveurs vont

aux plus médiocres des polars, aux maîtres BD, chez les femmes aux romans roses à dix sous.

Lirabolbre est le résultat - soutenu par la Direction des affaires culturelles de l'île de France et le Centre national des Lettres - d'un rude combat contre ces jachères. Quelques bonnes volontés, réunies au sein de l'association Lire, c'est vivre, ont réussi à faire converger, à l'initiative de Geneviève Guilhem et de Jacques Durand, les activités des cercles de lecture, d'écriture et d'art de quelques ateliers de détention. Apprendre à lire, et d'abord éloigner la peur de lire, de la pensée de l'autre, quitter sa solitude intérieure pour admettre la sensibilité d'un autre, par ce qui peut vous toucher, les lettres d'Albertine Sarrazin à Julien, interné, quelques mots de Gide sur l'amitié des livres. Lire à voix haute, écouter l'autre, comme cet enfant du Sud marocain déclamant les premières pages de *Désert* de Le Clézio pour un public de toxicos ou de délinquants nés en banlieue parisienne, avant de s'écouter soi-même.

ET puis, un bouquin après l'autre, après des mois d'atelier et de fréquentation de la bibliothèque, le courage des premiers mots griffonnés sur une feuille blanche. En portugais ou dans un dialecte africain, en arabe, en n'importe quoi qui se parle en prison, et peut donc s'écrire. Un jour, enfin, Eric B., de Lyon-Monthu, ose confier ces mots, à propos de son chien : « Quand je l'ai recueilli, tu avais été battu! On ne t'a jamais... »

Patrick F., Fleury-Mérogis, D2, conclut ainsi son poème. Ce qui coûte une vie : « Je voudrais mourir! Juste un p'tit coup! Le temps d'une semaine! C'est le temps! Qu'il faut paraître! Pour



faire un monde! Ou le refaire! Refaire la vie! Et s'en satisfaire... »

Lirabolbre offre le détail de ces lettres alchimiques transformant le néant de vices étiolés en rimes ou morceaux de prose. La revue est d'abord destinée aux détenus eux-mêmes, avec ses pages sur le

plaisir et la nécessité de la lecture, considérée comme une thérapie, ses lettres d'amour de grands écrivains, fraternelles des désarrois d'amants enfermés, ses cahiers de citations toniques, sarcastiques, pour preuve que la vie, reculée ou libre, reste une idée ambiguë. Mais c'est

justement l'intérêt, de l'autre côté des grilles, le nôtre, d'entrer dans l'intimité de cette œuvre collective.

BIEN sûr, Genet n'est plus incarcéré, et aucun grand écrivain en herbe ne doit blanchir actuellement à l'ombre. Même les « politiques », quelques-uns notamment, n'écrivent plus à la manière de Charlie Bauer ou de Knobelplein. Non, ce n'est pas l'espoir d'une surprise de plume qui nous fait guetter la livraison trimestrielle de *Lirabolbre*. Mais davantage un sentiment, paradoxal, d'équité. La preuve, à chaque nouveau numéro, que les mots aident à vivre. Là-bas comme ici, que les phrases des autres sont toujours libératrices, peut-être annonciatrices des nôtres. Jetées en ordre, ou dans le désordre, au prix d'un refus du refoulement. Le leur comme le nôtre.

Qui est Anna K., auteur d'un beau texte d'inspiration africaine, *Les Tante de la vertu*? Ses surveillantes, son directeur, ses amis animateurs la savent détenir. Ses mots écartent les barreaux de sa cellule, nous la restituent libre, femme sans délit, frangine de style. C'est mieux que si Anna K. nous donnait de ses nouvelles, après lecture de la censure-maison. Mieux que les mélodiques chuchotées d'un parloir. L'intimité d'un auteur, un espace-temps que personne, jamais, ne pourra ni lui reprendre ni nous retirer.

Philippe Boggio

► *Lirabolbre*, revue trimestrielle éditée par l'association Lire, c'est vivre, 4, rue Saint-Séverin, 75015 Paris. 250 F l'abonnement annuel (100 F pour les étudiants, 75 F pour les détenus). Le prochain numéro, le n° 4, sera disponible fin décembre.